

le monde
libertaire

hebdomadaire de la réédition anarchiste
adhésion de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire



Ce qu'ils n'ont pas nous gêne



M 02137 - 1390 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

« Tout effort social, pour ne pas être stérile, doit porter sur le milieu réel, sur la classe de la société capable d'évolution et qui aspire à changer de sort. »

hebdo n° 1390

Émile Pouget

du 17 au 23 mars 2005

FOP 2520

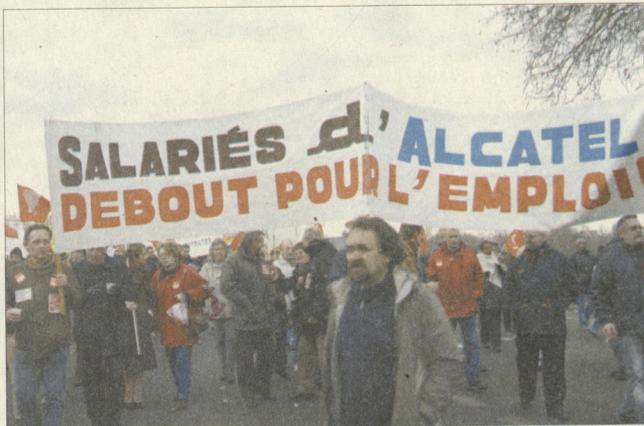


Un million de personnes le mercredi 10 mars dans les rues des différentes villes de France selon les organisations syndicales, la moitié selon les autorités. Le scénario est rôdé, c'est la journée d'action exutoire qui permet à chacun et à tous d'exprimer leur désarroi face au projet de société que nous impose ce gouvernement de salops, tout en laissant le contrôle de la grogne aux centrales syndicales. Il faut se rassembler! public privé même combat! disent-ils, mais concrètement ils canalisent la colère pour tenter de maintenir leurs places de leaders du mouvement social et d'interlocuteurs incontournables pour la cogestion de l'économie.

La rue était pleine de monde qui avait envie d'exprimer un raz le bol, mais il manquait à la plupart de ces centaines de milliers de laissés pour compte de l'expansion libérale la niaque de ceux qui veulent en découdre. On aurait dit que les manifestants étaient résignés à n'avoir qu'une seule journée pour manifester leur colère, et pas trop fort encore, pour ne pas effrayer ces messieurs du comité international olympique venus se rendre compte à quel point il serait juteux pour les bourgeois de Paris, et les capitalistes français en général, d'organiser la grande parade des JO.

Jeux Olympiques, qui aujourd'hui comme hier en Grèce ou dans la Rome antique, servent à distraire la plèbe de la vie sociale de la cité. Les manifestants, dans leur ensemble, ont suivi les mots d'ordre des grandes centrales syndicales. On a même vu certaines camionnettes syndicales distribuer des t-shirts publicitaires 'Paris 2012', tant qu'on est dans la communication...

Raffarin les a entendus et veut réouvrir les négociations salariales dans le secteur public. Bel effet d'annonce, histoire de calmer le mécontentement. Gageons que ces négociations dureront tout le mois d'avril. Il faut dire que derrière tout cela il y a le traité constitutionnel de l'Europe libérale en expansion, qu'ils ont demandé au peuple d'accepter, et ces messieurs ne voudraient pas que cette mascarade de démocratie participative se voit transformée en vote sanction contre les mesures gouvernementales nous engouffrant dans la croissance capitaliste mondiale. Quel enjeu! Verra-t-on l'Europe au côté des États-Unis faire la pluie et le beau temps au sein de l'OMC et de la banque mondiale. Faut-il suivre les alter mondialistes bêlant et les partis de gauches pour dire non à ce traité? Ou plus simplement doit-on choisir d'en rester à notre propagande anarchiste incitant les exploités à ne pas se laisser leurrer par cette pseudo consultation qui tend à leur faire croire qu'ils ont leur mot à dire dans les choix que font pour eux nos gouvernants?



Hugues

10 MARS 2005, belle mobilisation dans tout l'hexagone pour la défense de 35 heures et l'augmentation des salaires, 150 manifestations et un million de manifestants pour les plus optimistes. Impressionnants défilés où les salariés du privé, à côté de ceux du public, ont enfin fait leur réapparition, quelques fois avec un peu de radicalité dans les slogans. Mais quand va-t-on arrêter de défiler en ordre dispersé, c'est tous ensemble qu'il faut marcher! Lycéens, salariés de la recherche où d'ailleurs, et surtout savoir vers où on marche et pourquoi. Peut-on se satisfaire de revendications salariales ou doit-on faire en sorte que la rue, qui un jour gouvernera qu'ils le veillent ou non, porte et fasse porter par un syndicalisme revigoré un projet de transformation sociale et autogestionnaire? Toute la question est là, rien que là, dans ce pourquoi et pour qui défilons-nous? A un million doit-on simplement exiger plus de beurre dans les épinards ou peut-on commencer à penser à autre chose?

Tout ne fut pourtant pas aussi satisfaisant, le ridicule ne tue plus et c'est dommage. Chérèque prêt à avaler son hostie pour ne pas gêner la délégation du CIO, Thibault prêt à jeter sa défroque Ricard pour une casquette Paris 2012. Les deux mêmes, plus quelques autres

de leur acabit décrétant la trêve sociale pour dans sept ans. Pour qui se prennent-ils donc, ces beaux messieurs, pour nous assujettir sept ans à l'avance aux exigences du sport spectacle à forte valeur capitaliste? S'imaginent-ils être encore là dans un septennat?

Pendant ce temps-là le nombre de chômeurs officiels repasse au-dessus de 10 % de la population active, les jeunes titulaires d'un BAC professionnels sont payés avec un lance-pierres et occupent des emplois non qualifiés, la précarité explose. Mais tout va bien dans sept ans, faute de pain, vous aurez les jeux! D'ici là, Total, blanchi par Kouchner ou un autre pour ses exactions en Birmanie, aura encore fait des milliards de profits redistribués aux agioteurs. Mais c'est juré, craché: paix sociale olympique dans sept ans.

Sur les fronts, pas ceux de la compromission, ceux du travail, les emplois industriels s'évaporent et des bassins d'emploi entiers courent à la paupérisation. La production de NEC à Angers file en Tchèque et en Chine, en conséquence 180 CDI et 150 CDD sont directement menacés à court terme. Direction la Chine aussi, pour la production des montures de lunettes Bollé, 60 à 70 emplois de perdus à Oyonnax dans l'Ain. 185 emplois supprimés chez Flodor, même la frite ça rapporte plus.

suite de la page 3... Tout comme le repose cul d'ailleurs, Capdevielle et fils (de...) souhaite fermer son usine de Chaumont dans la Marne et supprimer des emplois à Hagetmau dans les Landes. Sédover prévoit, même si un référendum est gelé pour l'instant le plan "social", le licenciement de 286 personnes sur 294 à Saint-Yorre dans l'Allier... Le désert français, c'est pour bientôt semble-t-il, à chaque emploi détruit c'est un peu plus de chômage et un peu plus de misère dans ces villes où déjà l'emploi est rare. Enfin un peu d'égalité, la précarité et le RMI également réparti sur tout le territoire, ça, c'est de l'aménagement! Si ces emplois perdus ici se transformaient en emplois dignes là-bas, passe encore, on pourrait à notre tour émigrer, mais on sait combien un emploi difficile ici devient un emploi pourri à l'exportation. On voit combien la solidarité internationale, nous manque, mais faut pas s'inquiéter, l'esprit sportif et la fraternité olympique vont bientôt remplacer toutes ces veilles lunes... et tout sera pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles: des jeux sans le pain.

D'ailleurs, c'est déjà vrai chez nos voisins proches ou lointains. Le climat social y est déjà idyllique. Le groupe du BTP allemand Walter Bau, après son dépôt de bilan et sa reprise partielle liquide 3000 emplois, quand le bâtiment va... tout va. Aux USA, le courtier en assurances Marsh & McLennan vire 2500 personnes pour faire des économies, la Japan Airlines prévoit 6000 suppressions d'emplois sur 3 ans et les salariés de la Scandinavian Airlines Systems acceptent, après un petit chantage à l'appui, plus de flexibilité du travail et une baisse des salaires. Y'a pas la flamme olympique éclairer le monde!

Encore deux exemples pour les sceptiques, un fournisseur de groupe Décathlon est accroché pour violations des droits du travail après le licenciement de trois ouvrières thaïlandaises qui avaient osé, on aura tout vu, se syndiquer. Ça, c'est de l'esprit sportif, pas vrai! Wal-mart, le distributeur américain lui ne s'embarrasse pas de ces petits détails, tu te syndiques, il ferme. C'est ce qui arrive à Jonquière au Québec où le magasin des récalcitrants va fermer, encore un groupe qui mérite un boycott olympique.

Enfin une bonne et une mauvaise nouvelle. La bonne, le Baron marchand de canons quitte ses fonctions au MEDEF. Finie la refondation à la française. La mauvaise, Sellière va nous jouer une nouvelle partition. Ses complices européens veulent le porter à la tête de leur organisation européenne pour orchestrer la refondation au niveau des 25 pays de l'Union. Il a fait ses preuves après tout, alors pourquoi pas le récompenser? On a pas fini de se marrer, le capitaine est plutôt teigneux et leur équipe bellequise. Si on veut leur faire rater la médaille d'or et aller en final, on a intérêt à jouer notre propre jeu, et si possible collectif.

Hugues est un militant du Groupe Pierre Besnard

Grèves

Mouvement social et presse

Ah! que la France des médias était belle en ce matin du 11 mars 2005! Pourtant, la veille, le paysage était traditionnel et convenu avec des titres comme « La France paralysée » ou « Le gouvernement choisit la fermeté à l'égard des fonctionnaires » (Le Figaro, Les Échos). Auxquels répondaient « La colère sociale », « Les salaires en rade » (L'Huma, Libération). Le lendemain, la palme de la volte-face revenait à France Soir: « Il est temps d'écouter la France d'en bas. Avec un million de personnes dans la rue, le gouvernement est contraint de réagir. » En parcourant quelques semaines avant l'ancien quotidien de la rue Réaumur, on avait plutôt l'impression que les revendications syndicalistes n'étaient que l'expression de nantis, donnaient une mauvaise image de la France en général et de Paris en particulier! Mais comme le claironnait la une de l'Équipe: « Paris 2012 se joue des manifs. » La visite de la commission d'évaluation du CIO « n'a pas été perturbée par la journée de manifestations ». Par contre, les automobilistes parisiens ont pu apprécier les embouteillages monstres autour du périphérique quasiment bloqué pour permettre aux sommités olympiques de visiter les sites des noyaux nord et sud de Paris 2012!

De toute façon, d'après des bruits de couloir et plus, il semblerait qu'entre le maire de Paris et les syndicats « représentatifs » une sorte d'union sacrée se soit établie. Juste pour un point précis du calendrier de 2012 et juste pour la centrale du square Montholon pour l'instant. Wait and see!

Les échauffourées diverses autour du 10 mars ont mis un peu à l'écart une autre affaire qui touche par ricochet le mouvement social. C'est ce que Le Monde appelle une « Enquête judiciaire sur cinq dossiers fiscaux disparus ». Ça concerne tout le monde, de la gauche à la droite et pas vraiment des seconds couteaux; Hervé Gaymard (qu'on ne présente plus), Laurent Fabius, Lionel Jospin, Claudie Haiguerie (ministre déléguée aux Affaires européennes) et Claude Chirac. Perte ou larcin, on ramasse les paris, mais ça tape large et on peut se demander à qui profite le crime. « Les profits augmentent, la colère aussi », pouvait-on lire dans la presse la semaine dernière, et dans la situation actuelle, comment ne pas se souvenir d'une autre feuille d'impôts célèbre. Celle de Jacques Calvet, patron de Peugeot, qui montrait qu'en 1989 son salaire

avait augmenté de 45 % en deux ans alors que ses ouvriers en grève ne réclamaient que 1,5 % qui étaient jugés exorbitants.

Les manifestations du 10 mars, avec plus d'un million de salariés mobilisés dans le secteur public comme dans le privé, montrent que dans l'Hexagone le temps du dos rond n'a que trop duré. Quand tous les grands groupes financiers annoncent des profits substantiels, quoi de plus légitime que de défendre sa fiche de paye. Certes un combat pour un autre monde ne peut sembler apparaître qu'en ombres chinoises, mais la mobilisation du mouvement ouvrier ne se fait pas seulement avec des incantations idéologiques. L'ancien quotidien de la rue de Lorraine (Libé) a beau titrer « Manifs, succès olympique » et l'Humanité hebdo « Naissance d'un mouvement social », sommes-nous à l'aube d'un mouvement social comparable à (par exemple...) Mai 1968? Chercheurs en quête légitime de reconnaissance, lycéens mobilisés contre le plan Fillon, manifestations unitaires pour le pouvoir d'achat, certes, pas mal d'ingrédients sont là. Mais le mouvement social n'est pas comparable à une mayonnaise. On n'appuie pas non plus sur un bouton pour déclencher grogne et revendications. Les coulèures avalées pendant la gestion socialiste du marché ont conduit à ne plus penser syndicalment qu'en défense des acquis sociaux et non plus en offensive. Mais l'espoir de la classe ouvrière était déjà envisagé par certains dans les années soixante-dix: « La réponse de la commission exécutive confédérale aux problèmes des travailleurs aujourd'hui est de remettre à jour les cahiers de revendications pour aller les présenter aux patrons en attendant que la "gauche politique" soit en capacité de prendre le pouvoir. Cette absence de réponse (car le recentrage est tactique et non stratégique) aux problèmes auxquels est confronté le syndicalisme, a conduit la CE confédérale à rendre visite à Giscard puis à Barre; le rapport des forces était loin d'exister, rien ne justifiait ces visites, mais il fallait donner l'impression que le recentrage constituait une réponse appropriée, que c'était la solution pour "faire revivre l'espoir". » (Réflexion syndicaliste et libertaire, n° 3 février 1979).

Aujourd'hui l'espoir nous reste au cœur et c'est dans les luttes que nous le raffermirons!

Jean-Pierre Germain

Déloger les sans-logis

Auquels répondaient « Il faut que la rue devienne un enfer pour les prostituées et les SDF. »

Philippe Douste-Blazy,
juillet 2004.



Jean-Pierre Garnier

13 JANVIER 2005, 7H30. Aux alentours de la gare de l'Est, à Paris, deux policiers réveillent un sans-abri qui dormait dehors pour lui dresser un procès-verbal. Motif de l'infraction : « camping sauvage » ! En matière de tartufferie, les arrêtés « anti-bivouac » promulgués par quelques maires en 2002 étaient dépassés. Dont, rappelons-nous, celui de Bordeaux, Alain Juppé, le très-bien-logé, ainsi que son fils, et pour un loyer défiant toute concurrence, à Paris dans les appartements de la Ville, à l'époque la capitale était régentée par la mafia chiraquienne. À peine parachuté à la tête de la municipalité bordelaise, il avait cru bon – on était alors en pleine campagne présidentielle – de surfer sur la vague sécuritaire en interdisant, comme ses homologues « de gauche » de Pau, La Rochelle ou Tarbes, aux va-nu-pieds du capitalisme globalisé, « toute occupation abusive et prolongée des rues » de certains quartiers du centre-ville. La mesure fut, comme les autres, annulée un an plus tard par le tribunal administratif, mais la « philosophie » dont elle s'inspirait reste plus que jamais en vigueur, terme à prendre aussi, comme on va le voir, dans son acception la plus brutale.

Certes, comme chaque hiver, et plus encore au cours de celui-ci, un peu plus rude que les autres, les sans-abri sortent de l'invisibilité médiatique où ils sont d'ordinaire relégués pour faire la « une » des journaux, télévisés ou non. Surtout quand l'un d'entre eux, passé de vie à trépas, gît sur un bout de trottoir ou dans une encoignure de porte à la vue des passants. Mais, il en va des lamentos rituels sur les « SDF » retrouvés morts sur la voie publique, comme du déferlement mondialisé de déplorations qui a suivi celui des

eaux déchaînées du récent tsunami : un grand élan ponctuel de solidarité et de générosité sur fond d'indifférence persistante à l'égard de la situation ordinaire des crève-la-faim d'ici et d'ailleurs. Et que ceux-ci ne s'avisent surtout pas d'en tirer prétexte pour venir « entraver la libre circulation des personnes ou bien porter atteinte à la tranquillité et au bon ordre public », pour reprendre la formulation de l'arrêté de Juppé, surtout dans les endroits chics et chers où la ville et ses habitants ou ses visiteurs se donnent en spectacle.

Combien sont-ils et où sont-ils ? Compabiliser et localiser les « SDF » : telles sont les premières tâches qui incombent au complexe humanitaro-policié. Comme toutes les opérations où la « lutte contre la pauvreté » se transmue en lutte contre les pauvres, celles-ci requièrent l'action conjointe des forces répressives et des bonnes volontés caritatives. D'un côté la police, les milices de la SNCF (Suge) et de la RATP (GPSR) ou de leurs équivalents dans les autres agglomérations, les vigiles, gardiens et autres agents de sécurité en faction devant ou patrouillant dans les établissements publics ou privés. De l'autre, le SAMU social, les sapeurs-pompiers, une myriade d'associations secourables, pourvues ou non de gîtes d'accueil. Sans oublier le « 115 », numéro d'appel qui permet aux citoyens bien intentionnés de « signaler » anonymement la présence de « SDF » exposés aux dangers d'une météo jugée dangereuse... et à la vue de riverains qui préféreraient qu'ils aillent se faire voir ailleurs. Entre les deux, la BAPSA, la Brigade d'assistance aux personnes sans abri, chargée de ramassage, souvent musclé, des gueux de la post-modernité pour les conduire dans un quelconque centre d'hébergement

pour personnes sans abri où ils seront, pour une nuit, logés, récurés au jet d'eau et éventuellement tondu avant d'être réexpédiés, à l'aube, à la rue.

Tout cela fait du monde pour « s'occuper » des sans-logis, mais les évaluations restent imprécises. Sur Paris, 10 000 à 12 000 « SDF », selon les services spécialisés. Pour la France entière, environ 120 000.

Chiffres incontrôlables puisque ne sont dénombrés que les individus contrôlés, à savoir ceux qui fréquentent les institutions censées leur venir en aide. Car beaucoup se cachent : étrangers « sans papiers » se terrant dans la clandestinité, fuyeurs ou fugeuses recherchés par leur famille, jeunes zonards allergiques au « contrôle d'identité », vagabonds préférant dormir « à la belle étoile » plutôt que ne dormir que d'un œil dans la promiscuité de refuges surpeuplés où ils risquent de se faire agresser, dépouiller, racketter voire violer par d'autres « compagnons » de misère. Quant au nombre annuel de morts dans la rue, c'est presque top secret : une moyenne de 80 par an pour les quatre dernières années. Mais Paris ou Marseille ne sont pas Lagos ou Calcutta. En France, comme dans les pays voisins, les sans-abri meurent en majorité à l'abri des regards de la foule : dans les ambulances du SAMU ou des pompiers, aux urgences et dans les salles annexes des hôpitaux où les derniers soins n'ont plus besoin d'être prodigués. L'espérance moyenne de vie ou, plutôt, de survie, est, évidemment, brève pour des individus généralement sous-alimentés, souvent malades et rarement soignés : 48-50 ans.

On comprend que les gens en place n'aient aucun intérêt à ce que publicité soit donnée aux statistiques relatives à ceux qui n'ont pas trouvé place dans la société. Celles-ci, pourtant, devraient les rassurer : ne concernent-elles pas, au bout du compte, fût-il approximatif, qu'un infime pourcentage de la population ? Il en est d'autres, cependant, qui devraient davantage alarmer. Les 960 000 et quelques adultes des deux sexes, par exemple, qui se retrouveraient à leur tour du jour au

lendemain à la rue, faute de revenus décents et/ou en raison de la flambée des loyers, s'ils n'avaient trouvé, dans leur famille ou parmi leurs amis, des âmes compatissantes pour leur offrir temporairement un toit. Déjà, près d'un tiers des sans-logis répertoriés occupent un emploi plus ou moins régulier. Sans compter les milliers d'autres, dépourvus de « papiers », qui travaillent au noir. Il faudrait aussi évoquer le rajeunissement de la population privée de logis : la part des 18 à 25 ans ne cesse d'augmenter.

Mais l'identité de ces habitants de seconde zone, pour ne pas dire de la zone tout court, importe peu. Pour achever de déshumaniser ces « sous-urbains », comme d'autres l'avaient fait avec les « sous-hommes » en leur tatouant des numéros sur l'avant-bras, la bureaucratie d'État française n'a rien trouvé de mieux que de les amalgamer en un tout indistinct bientôt réduit à des initiales : « SDF ». Peu importe l'absence totale de pertinence scientifique d'une telle désignation : les soi-disant « sans-domicile fixe » n'ont, en fait, pas de domicile du tout, et seuls les « gens du voyage » vivant dans des caravanes ou des roulottes, donc disposant d'un domicile, mais mobile, pourraient entrer dans cette catégorisation. Cependant, pour ne rien devoir à la science, celle-ci ne doit rien, non plus, au hasard : ces trois lettres permettent de pas appeler les gens et, surtout, les choses par leur nom.

Les « SDF » ont fait leur apparition dans les discours gouvernementaux, et en nombre croissant dans la rue, au milieu des années 80, dans la foulée des « nouveaux pauvres », alors que venait de s'opérer le tournant « socialiste » de la « rigueur ». Dès lors, parler de « sans-logis », donc de citoyens auquel le droit au logement, inscrit dans la Constitution, était concrètement refusé, en même temps que celui au travail, constitutionnel lui aussi, aurait fait fâcheuse impression pour des politiciens parvenus au pouvoir en se réclamant du « peuple ». Il est vrai que l'expression « sans-abri », que l'on pouvait choisir à la place, aurait été tout aussi mal venue : datant de la crise économique... des années 30, n'aurait-elle pas

incité à penser que ces mêmes politiciens « progressistes » étaient en train d'entraîner les couches populaires du pays sur la voie de la régression sociale ?

En réalité, ces manipulations sémantiques s'inscrivent dans une stratégie globale de dissimulation de la pauvreté. À défaut de la supprimer, on va chercher à la rendre invisible. Dans les mots, en faisant appel à un sigle – ou à deux, si l'on y ajoute le RMiste ! –, et, dans les rues, en procédant à l'effacement de tout ce qui peut en rappeler l'existence.

À commencer par les pauvres eux-mêmes. Il ne faudrait pas, toutefois, se méprendre sur le sens de cette entreprise. Elle ne vise pas, comme on pourrait le croire, à gommer l'existence des personnes sans logis en tant que preuve manifeste d'une aggravation des inégalités dans notre société, susceptible, en conséquence, de choquer le « sentiment démocratique » de nos concitoyens.

Depuis que « la gauche » a réhabilité l'entreprise, le marché et le profit pour se mettre à exalter les vertus de la concurrence et de la compétitivité, à chanter les louanges des « battants », des « performants » et autres « gagnants », ce sentiment a, en effet, perdu presque toute attache avec l'idéal égalitaire, rabassé, désormais, au rang infamant d'« idéologie populiste » : l'« égalitarisme ».

Si la vue des laissés-pour-compte de la globalisation qui encombrant certains trottoirs, places, gares ou jardins de nos villes peut choquer de nos jours, c'est plutôt pour des raisons que l'on pourrait dire « écologiques ».

Dans ces lieux de représentation de l'urbanité contemporaine que sont les quartiers réservés au tourisme et au commerce, le plus souvent « réhabilités » ou « rénovés », clochards, zonards et mendians, « agressifs » ou non, sont des êtres peu présentables qui, pour cette seule raison, n'ont pas lieu d'y être présents. D'où une série de dispositions et de dispositifs pour les faire disparaître de ce paysage urbain aseptisé où ils font forcément tache. Et, de surcroît, fonction de miroir, comme diraient les psychologues, où les citadins pourraient entrevoir l'envers peu ragoûtant et déstabilisant de cette « civilisation urbaine » dont on ne cesse de leur vanter les charmes.

Pour garantir le « développement durable » de l'urbanisation capitaliste, la technocratie « verte » a concocté un nouveau label, résumé, comme il se doit, par les initiales : HQE. Aménageurs, urbanistes et architectes sont ainsi sommés de prouver la « haute qualité environnementale » de leurs projets. Il faut, néanmoins, savoir que cette labélisation s'applique aussi à l'environnement humain. Sans même attendre le feu vert de l'écologie d'État, nombre d'élus locaux se sont déjà lancés, sous couvert d'« embellissement » et de « qualité de la vie », dans des politiques de « nettoyage » et d'« assainissement » visant à éliminer de l'espace public les déchets humains que le système dont ils sont les gestionnaires dévoués n'arrive même plus à recycler. L'un d'entre eux, le maire « socialiste » de Paris, a même, en bon « communicant », inventé un néologisme pour désigner ces lieux débarrassés des gueux. Afin que les citadins normalisés et formatés de la « ville globale » ne risquent plus d'être incommodés par la confrontation inopinée avec l'altérité qui faisait pourtant, jadis, le sel de la sociabilité urbaine, on créera à leur intention des « espaces civilisés ».

J.-P. G.





Dans la Creuse manif sous la neige

SAMEDI 5 MARS, à Guéret, dans la Creuse, la neige n'a pas arrêté ceux et celles qui venaient défendre les services publics particulièrement touchés en zone rurale. Environ 6 000 personnes ont bravé le froid et les giboulées.

Suite aux démissions de plusieurs maires pour cause de fermetures d'écoles, de bureaux de poste (voire des centres d'impôt) dans leur commune, la manifestation a attiré tous les gourous de la gauche et pas mal de leaders syndicaux et associatifs nationaux (Mélanchon, Hollande, et Ségolène pour le PS, Buffet pour le PC, Besancenot pour la LCR, Lipietz pour les Verts, Cassen pour Attac, etc.).

Du jamais vu dans la Creuse!

Les libertaires n'étaient pas en reste (Fédération anarchiste, Confédération nationale du travail, Alternative libertaire) pour réclamer des services publics autogérés.

Nous n'avons pas oublié d'accueillir Hollande avec quelques boules de neige qui l'on fait fuir ni d'improviser un débat dans la rue à propos de la Constitution européenne avec notamment le « non » appuyé de SUD.

Une bonne visibilité des libertaires (unité, action, autogestion), des débats, le siège de l'UMP littéralement noyé sous les autocollants, la CFDT et le PS bousculés, une couverture médiatique au niveau national (France 2 entre autres).

Nous ne pouvons que nous réjouir de cette mobilisation. Même envahis par les rouges et les roses qui ont pu contempler nos banderoles, même avec la neige jusqu'au cou, nous n'avons jamais reculé.

Merci à tous les anarchistes et libertaires venus prêter main-forte face à ce déferlement.

À quand la prochaine?

Alayn Dropsy
groupe Arthur-Lehning, FA Creuse

Quand l'autruche éternue...

France d'aujourd'hui

« Les syndicalistes nous emmerdent. On veut les jeux! On veut les jeux! » Un auditeur, sur Europe 1.

Pour les jeux, c'est pratiquement fait. En ce qui concerne le pain le monsieur devra attendre un peu: y'a la queue à la boulangerie.

Printemps

« La loi ne se fait pas dans la rue. » Fillon.

Ce n'est pas la rue qui gouverne, ce n'est pas la rue qui fait la loi... C'est à se demander ce que foutent dans la rue ces centaines de milliers de gens. Ils attendent le printemps, peut-être?

Saveurs de nos terroirs

« Le bulletin de vote n'a ni odeur ni couleur. » Cohn-Bendit, de Les Verts.

Par contre les isoloirs sont toujours bleu marine, et l'intérieur pue la pisserie.

No comprendo

« Thierry Breton aime la France. Sa force est dans le mouvement. C'est un moderne. Les valeurs sont fermes, les structures sont mobiles. » Raffarin, l'œil humide.

Grâce au Monde Libertaire, apprend à décrypter cette langue étrange, le Raffarin: sa force est dans le mouvement signifie qu'au moindre problème le Thierry Breton l'dégage. C'est un moderne renvoie au fait qu'il est dans le mouv' à donf, pratique la glisse l'hiver et le fun board l'été. Quant aux valeurs qui seraient fermes, alors que les structures sont mobiles, c'est une référence directe à son nouveau boulot. No comprendo? C'est pourtant simple! La valeur de son salaire est ferme, celle du tiens plus que jamais mobile.

Apesanteur

« L'Europe est menée par une bande de drogués en apesanteur, les eurotomanes. » Paul-Marie Couteaux, villiériste.

Pourquoi, en apesanteur?

Thibault nous ballade

« Il y a eu une initiative en janvier, une en février, une en mars... Ce processus revendicatif va s'installer durablement. » Thibault, CGT.

Une petite ballade par mois histoire de se dégoûter les jambes, et on retourne au taf... Ça c'est du grand syndicalisme!

Gnomes

« Avec cette constitution, on donne tout le pouvoir aux gnomes de Francfort et aux technocrates de Bruxelles qui nous proposent une Europe kolkhoze. » Jacques Myard, UMP.

Pourquoi aux gnomes de Francfort, et pas aux gnomes d'ailleurs? Décidément je comprends de moins en moins les enjeux du referendum.

Doute

« Aurai-je pu faire davantage? Sans doute, mais quoi? » Balladur.

Les hommes sont grands lorsqu'ils doutent. Tous les hommes, sauf Balladur.

Frédo Ladrissé.

(sources: l'Express, Libération, le Parisien).

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

Récupération, quand tu nous tiens !

DOMINIQUE STRAUSS-KAHN et toute sa cohorte de groupes ne manquent vraiment pas d'air. Oser venir s'afficher lors des grandes manifestations de jeudi dernier pour défendre l'hypothétique future Constitution européenne, ça vaut son pesant de cacahuètes. Mais cela n'est ni plus ni moins qu'une pénible tentative de récupération. La gauche au pouvoir n'a jamais pu, jamais su ou bien même jamais voulu répondre aux aspirations sociales si infimes soient-elles. Cela n'était certes pas son rôle, et l'on peut gloser infiniment sur l'utilité qu'à pu avoir la gauche au pouvoir : celle de favoriser en faisant le moins de vagues possible le retour d'une nouvelle forme de capitalisme et d'étouffer la montée des mouvements sociaux. Ce fut à ce titre une incontestable réussite.

À l'heure actuelle, le seul intérêt politique des dirigeants, et nous pouvons y associer les déçus d'hier, DSK et sa bande de pignoufs donc, leur influence et leur réseau fonctionnant toujours, le seul intérêt de ces gens-là, est la victoire du « oui » au prochain référendum. Peu importe la méthode et peu importent les compromissions. Ce ne sont pas quelques centaines de milliers de manifestants que l'on écoute d'une oreille distraite qui peuvent influencer sur le cours des choses, quand même ! On s'est passé de Constitution européenne depuis près de cinquante ans que l'Europe « est en marche », il est inconcevable et insupportable de continuer plus longtemps, n'est ce pas ?

C'est véritablement scandaleux que de devoir constater que les plans sociaux se multiplient à tour de bras, que les délocalisations s'amplifient, que le service public régresse à vue d'œil dans les régions les plus pauvres. Et voilà que mon DSK parade dans la manif, dit bonjour au micro, va se taper une merguez-frites, pourquoi pas. J'hallucine. Depuis quelques mois, la méthode est de faire la sourde oreille ou de manipuler un syndicat prêt à tout.

On a vu le cas pour les retraites en 2003, EDF l'an dernier, les lycées cette année. L'invasion de la rue ne génère plus guère que quelques automobilistes mécontents ou quelques non-grévistes coincés dans



les transports. Les interlocuteurs visés faisant le coup de mépris ou de l'indifférence polie mais, au bout du compte, les échecs sont patents.

À l'inverse, les conflits locaux sont parfois plus efficaces. On a vu le cas pour Wolber où la décision de justice de rouvrir le site est difficilement applicable mais au moins elle existe, chez Flodur où le patron a été condamné. Notons qu'il s'agit là d'entreprises privées, et notons également que les arrêts de travail du 10 mars ont vu depuis bien longtemps une importante participation des travailleurs de ce secteur. Faut-il y voir un signe précurseur de lendemains qui chantent ? C'est à souhaiter en tout cas.

Alors, grève générale ou pas ? Cela ne se décrète évidemment pas. Mais il reste que cela reste la seule méthode efficace de conquêtes sociales. Peu importe au bout du compte si « oui » ou « non » la Constitution sera appliquée ; cela d'ailleurs ne dépend pas que de nous mais de toutes les nations concernées. Cette bon dieu de grève générale que nous appelons de notre détermination, elle seule peut décider de notre sort.

Le bombardement de boules de neige sur François Hollande, à Guéret, ça a eu une sacrée gueule. Heureusement pour DSK que jeudi dernier il ne soit pas tombé de la merde. C'est plutôt rare, je sais, mais on peut rêver.

Jipé

Coup de gueule : quand la passion du fric et de l'esbroufe le dispute au mauvais goût. La récente intervention du clergé par l'intermédiaire de l'association Croyance et libertés (sic) dans la société civile est inacceptable et scandaleuse. Le détournement au profit d'un marchand de fringues du tableau de Léonard de Vinci, la Cène, représentant le « dernier repas » du Christ avant qu'on ne le punaise sur le Golgotha, œuvre d'art appartenant au domaine public, vient d'être interdit par les lois de l'État à l'affichage dans la rue mais pas dans les magazines payants. Pour le droit au blasphème, pour la liberté de bouffer du curé à tous les repas et dans tous les plats, dénonçons toutes les religions et toutes les intolérances, tous ces faux-derches qui nous bouffent la vie depuis deux mille ans.

La crise du Liban



Raoul Boullard

Le

I

LE 14 FÉVRIER dernier, Rafik Hariri, ancien Premier ministre libanais, est assassiné. Hariri a été présenté par les médias unanimes comme le symbole de la volonté des Libanais à reconstruire leur pays et comme celui qui en appelait à toutes les communautés du pays pour s'unir après des dizaines d'années de violence provoquées à la fois par des milices armées et par des envahisseurs étrangers.

Le bilan de Hariri comme Premier ministre ne suscitait pourtant pas une approbation unanime. En effet, Hariri a mené une politique néolibérale qui a conduit à la détérioration des conditions de vie de la population, majoritairement pauvre.

Homme d'affaires multimilliardaire, son mandat a été marqué par une corruption effrénée. Comme on n'est jamais aussi bien servi que par soi-même, les attributions de marchés publics bénéficièrent largement à une société dont il était le propriétaire. De nombreux édifices historiques qui n'avaient été que peu endommagés par la guerre furent détruits au profit de projets de construction grandioses.

Hariri avait de nombreux ennemis, parmi lesquels le gouvernement israélien, des groupes libanais rivaux, les extrémistes islamiques, des financiers concurrents intéressés par les projets de reconstruction. Désignée comme un « État voyou » par l'administration américaine, la Syrie était depuis un moment dans le collimateur du gouvernement étatsunien. C'est dire que l'attentat contre Hariri tombe particulièrement bien, puisqu'il permet de désigner la Syrie comme responsable, bien que Damas ait publiquement démenti et dénoncé l'attentat. Il n'y a aucune preuve de l'implication de la Syrie. Celle-ci n'est certes pas un exemple de vertu et de non-violence, mais on ne voit pas quel intérêt le régime aurait à susciter un attentat qui aboutirait à unir tous les partis libanais et à provoquer l'ire des États-Unis et des pays occidentaux.

II

La présence syrienne au Liban remonte à 1976 lorsque le président libanais invita la Ligue arabe à installer dans le pays une force internationale destinée à mettre fin à la guerre civile: la Syrie était la principale composante de cette force. Pour les États-Unis, la présence syrienne au Liban devait mettre un coup d'arrêt aux forces qualifiées de gauche dont on craignait qu'elles prennent le pouvoir: le mouvement national libanais et leurs alliés palestiniens. La guerre civile ne cessa pas, et les Syriens se consacrèrent au jeu pervers consistant à appuyer successivement une faction libanaise contre l'autre pour maintenir leur hégémonie sur le pays.

Lorsque les troupes israéliennes, soutenues par les États-Unis, envahirent le Liban en 1982, les Syriens furent incapables de s'y opposer. Les Israéliens installèrent le phalangiste Amin Gemayel comme président: son gouvernement d'extrême droite avait pour fonction de casser tout mouvement populaire.

À la fin de 1990, les Syriens aidèrent les Libanais à renverser le général Aoun, ce qui mit fin à une guerre civile de quinze ans. Pour l'anecdote, les États-Unis soutinrent la Syrie dans cette affaire. À l'époque, Saddam Hussein, qui n'était pas encore qualifié de « nouvel Hitler », était le principal soutien international d'Aoun... avec la France.

Comme cela arrive la plupart du temps lorsqu'on fait appel à un protecteur étranger pour régler ses affaires internes, les Syriens, une fois la guerre civile terminée, ne se retirèrent pas du Liban et continuèrent à user de pressions « amicales » sur le gouvernement libanais. En septembre 2004, la Syrie avait fait pression sur le Parlement libanais pour qu'il prolonge le mandat d'Émile Lahoud, le président pro-syrien. Washington avait poussé des hauts cris devant une telle pratique, oubliant que les États-Unis avaient fait la même chose en 1958 lorsqu'ils ont tenté de prolonger le mandat du président pro-américain Camille



Chamoun. Il s'était ensuivi une insurrection populaire réprimée par les US Marines envoyés par Eisenhower. La paille et la poutre...

III

Si la Syrie a un bilan plutôt catastrophique en matière de droits de l'homme, elle ne peut guère être rangée parmi les soutiens internationaux du terrorisme, comme tentent de le faire accroire les États-Unis. Rappelons que la Syrie a donné de nombreux gages de bonne conduite, ce dont on ne semble pas lui savoir gré. Elle a soutenu la coalition internationale en 1991 contre Saddam Hussein et a envoyé des troupes (pas beaucoup, certes) dans l'opération Bouclier du désert.¹ La Syrie avait rompu tout contact avec l'Irak depuis les années 70 et accueillait de nombreux exilés anti-Saddam. La Syrie avait soutenu en 2002 la résolution 1441, soutenue par les États-Unis, exigeant que l'Irak coopère avec les inspecteurs des Nations unies.

La Syrie a en outre joué un rôle dans la lutte contre al Qaïda. Le gouvernement syrien n'a été impliqué dans aucun acte terroriste international depuis presque vingt ans. Quant à l'argument avancé selon lequel les différents groupes islamistes – Hamas et Jihad islamique – ont des bureaux à Damas, ils en ont dans presque toutes les capitales arabes et ne sont pas autorisés en Syrie à mener des opérations militaires. Il est donc difficile d'affirmer, comme le font certains officiels américains, que c'est la Syrie qui soutient aujourd'hui les insurgés irakiens, qui sont soit des baasistes anti-syriens avec lesquels la Syrie a coupé tout contact depuis plus de trente ans, soit les mêmes islamistes que le pouvoir syrien a sauvagement réprimés en 1982. Le gouvernement syrien a toutes les raisons de souhaiter le succès du nouveau pouvoir irakien dominé par les chiïtes : en effet, les alawites qui sont au pouvoir en Syrie ont plus de liens avec les chiïtes d'Irak qu'avec les sunnites qui dominent dans le monde arabe. La majorité chiïte de la coalition qui a gagné les élections en Irak a les mêmes réserves que la Syrie sur la politique américaine au Proche-Orient et souhaite également le départ des troupes américaines.

IV

Le soutien de la Syrie au Hezbollah fait partie de l'arsenal argumentatif des États-Unis. Aujourd'hui, il s'agit d'un parti politique reconnu et légal qui a des représentants au Parlement. Ces dix dernières années, sa milice a restreint l'usage de la violence aux forces d'occupation israéliennes à la frontière sud du Liban et aux zones frontalières syriennes occupées par Israël. Le Hezbollah est le seul groupe auquel les Syriens ont autorisé à conserver leur armement. C'est en connaissance de cause que les Américains demandent aujourd'hui leur désarmement. En effet, pendant des années, Israël s'était engagé dans une véritable guerre contre cette organisation chiïte au Sud-Liban et les choses ont mal tourné pour l'armée israélienne. La situation était tellement sérieuse

qu'une véritable censure s'était abattue sur la presse israélienne pour l'empêcher de faire état de la situation réelle dans laquelle se trouvaient les troupes d'occupation au Sud-Liban. Les correspondants de guerre israéliens n'avaient pas le droit de parler aux soldats qui servaient dans la « zone de sécurité », dans laquelle de très nombreux soldats israéliens étaient tués. Les forces israéliennes y étaient sur la défensive, littéralement bloquées dans des zones fortifiées assiégées. En revanche, les combattants du Hezbollah, très mobiles, étaient en mesure de pilonner à volonté les fortifications israéliennes et les convois militaires.

Les qualités militaires du Hezbollah, à la fois en tant que combattants individuels et en tant qu'organisation, semblaient faire sur les soldats et officiers israéliens une forte impression. Les soldats israéliens, qui avaient été endoctrinés par la propagande raciste sur la couardise naturelle des Arabes, étaient traumatisés par les performances des combattants du Hezbollah et l'efficacité de leur organisation. Pour justifier cette situation, les Israéliens en furent réduits à expliquer que les soldats du Hezbollah avaient été formés par des officiers iraniens, eux-mêmes formés par les Israéliens du temps du shah... Lorsque, en mai 2000, l'armée israélienne se retira du sud du Liban qu'elle occupait, ce fut le résultat de l'action armée du Hezbollah : après vingt-deux ans d'occupation, ce fut ni les Nations unies ni des négociations mais la lutte armée qui libéra le pays. Décidément, un mauvais exemple pour la région. Dans l'éventualité d'une action armée des États-Unis au Liban, on comprend la nécessité de désarmer le Hezbollah.

V

Bien qu'il n'y ait aucune preuve de l'implication de la Syrie dans l'attentat contre Rafik Hariri, Damas fut clairement désigné comme responsable par l'administration américaine, par les médias et par des hommes politiques des deux bords aux États-Unis, qui évoquent « l'occupation du Liban par la Syrie » mais oublient curieusement l'occupation du Golan syrien, de la rive occidentale du Jourdain et de Jérusalem-Est par Israël.

En septembre 2004, les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne ont défendu une résolution devant le Conseil de sécurité des Nations unies. Cette résolution appelait « toutes les forces étrangères à se retirer du Liban ». Cette résolution, connue sous le nom de résolution 1559, fut adoptée sans opposition, avec six abstentions.

L'administration Bush s'empressa de revendiquer cette résolution pour justifier des sanctions contre la Syrie, mais omit d'en demander contre Israël, qui continue d'occuper une partie de la Syrie, sans parler des territoires palestiniens. En d'autres termes, les forces militaires qui occupent un autre pays ne sont passibles de sanctions que lorsqu'elles ne sont pas alliées aux États-Unis. Condoleezza Rice, la secrétaire d'État, a accusé la Syrie de menacer

le processus de paix israélo-arabe. Voilà une curieuse accusation alors que la Syrie s'est engagée à donner à Israël toutes garanties de sécurité en échange d'un retrait des territoires syriens qu'Israël occupe depuis 1967. La Syrie ne demande rien d'autre, en la matière, que l'application du droit international, à savoir des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations unies. La Syrie avait même proposé de renouer des discussions de paix avec Israël, qui ont failli aboutir en 2000 à un accord de paix permanent. Le Premier ministre Ariel Sharon, après son entrée en fonctions, a refusé de reprendre les négociations, déclarant qu'Israël ne se retirera jamais du Golan. Qui est une menace pour le processus de paix ? Faut-il comprendre que l'accusation de menacer le processus de paix s'applique à quiconque n'est pas d'accord avec la seule option israélienne sur la question ?

VI

L'assassinat de Hariri ne fait pas l'affaire de la Syrie, car il va pousser la population libanaise à accroître son action contre la domination syrienne sur leur gouvernement. L'opposition contre la présence syrienne au Liban était limitée aux chrétiens maronites, mais le sentiment anti-syrien s'est étendu à la plupart des communautés religieuses ou ethniques du Liban, sauf le Hezbollah. Nous sommes dans une situation qui ressemble étrangement à celle qui a précédé l'invasion de l'Irak par les États-Unis. Rappelons-nous. Par des mensonges, des manipulations, l'opinion publique a été persuadée que l'Irak était le foyer du terrorisme international ; il fallait donc une guerre préventive. La méthode Bush est simple et efficace, c'est le mensonge. Le mensonge est tellement gros que les opposants à sa politique n'osent pas le démentir, de peur de paraître antipatriotique, antiméricain. Ainsi, les leaders démocrates soutiennent-ils les demandes de Bush concernant des sanctions contre la Syrie. Le candidat démocrate John Kerry reprocha même à Bush de ne pas être suffisamment anti-syrien.

Lorsque, en 1976, les États-Unis ont soutenu l'intervention syrienne au Liban, lorsque, en 1982, Israël, soutenu par les États-Unis, sont intervenus au Liban, c'était à chaque fois pour casser la montée du mouvement populaire. Aujourd'hui, la question n'est pas de soutenir la dictature syrienne, elle est de ne pas soutenir une dictature encore pire, celle de la politique étatsunienne au Proche-Orient. Plutôt que de créer les conditions permettant aux populations libanaise et syrienne de se libérer elles-mêmes de leurs propres oppresseurs – cette question-là n'intéresse pas du tout George W. Bush –, l'enjeu politique est la mise en place d'un protectorat américain sur l'ensemble du monde arabe.

R.B.

1. La Syrie a pris le parti de l'Irak contre l'Irak dans la guerre Iran-Irak.

Vernon Richards

un anarchiste photographe

À la fin de l'année 2004 dans la ville de Reggio Emilia (Italie du Nord), une exposition présentait un aperçu de l'œuvre photographique de Vernon Richards. Elle était intitulée *Un attimo de verità: Vernon Richards fotografo* (Un instant de vérité: Vernon Richards photographe).



Felip Équy

CET ANARCHISTE ANGLAIS reste méconnu en France où un seul de ses livres a été publié. Enseignement de la révolution espagnole, traduit par Frank Mintz, est paru en 1975 dans la collection 10-18 puis a été réédité par les éditions Acratie en 1997.

La photographie n'était que l'une des nombreuses activités de Vernon Richards qui fut aussi militant anarchiste, écrivain, éditeur, violoniste et jardinier. Vero Benvenuto Costantino Recchioni (c'est le vrai nom de Vernon Richards) est né dans le quartier de Soho à Londres en 1915. Son père Emidio était un militant anarchiste, ami d'Errico Malatesta. D'abord assigné à résidence sur l'île de Pantelleria au sud de la Sicile, il dut s'exiler et s'installa à Londres en 1899. En 1909, il avait ouvert une boutique de produits italiens qui s'appelait King Bomba. Pendant l'époque fasciste, il financa et organisera des attentats contre Mussolini.

Vero commence sa scolarité dans une école religieuse mais son père l'emmène écouter les orateurs athées le dimanche au Speaker's Corner de Hyde Park. À l'âge de 11 ans, il apprend le violon. Son père est l'ami de l'anarchiste italien Camillo Berneri (1897-1937) qui vit en exil à Paris. C'est ainsi qu'en 1931, il fait la connaissance de sa fille Maria Luisa dont il tombe amoureux. L'année suivante, il apprend le français avec la femme de Camillo Berneri, Giovanna Caleffi. En 1934, à la mort de son père, Vero s'occupe de la boutique puis il reprend ses études à l'université. En 1939, il obtiendra un diplôme d'ingénieur civil. Il entretient une correspondance avec des anarchistes de plusieurs pays: Camillo Berneri mais aussi Luigi Fabbri et Max Nettlau. En 1935, ses activités antifascistes lui valent une

expulsion du territoire français. L'année suivante, avec Camillo Berneri, il publie *Italia libera-Free Italy* (Italie libre). Ce bimensuel des émigrés italiens en Angleterre n'aura que quatre numéros. Peu après le début de la guerre civile espagnole, il crée *Spain and the world*, journal de soutien à la cause républicaine. Il s'occupera aussi d'organiser une colonie pour les enfants espagnols orphelins ou fils et filles de militants. D'autres journaux vont suivre: *Revolt!* (six numéros en 1939) et *War Commentary* (1939-1944). Aux côtés d'Emma Goldman et de Max Nettlau, il y mènera une propagande contre la guerre.

En juillet 1936, Camillo Berneri était parti en Catalogne où il avait constitué une colonne italienne et créé le journal *Guerra di classe* (Guerre de classes). Au mois de mai 1937, il est assassiné à Barcelone par des communistes aux ordres de Togliatti, le secrétaire général du PC italien et de la Guépéou. Sa fille Maria Luisa arrête alors ses études à la Sorbonne et épouse Vero qui a anglicisé son nom en Vernon Richards. Par son mariage, elle obtient la nationalité anglaise. Avec d'autres anarchistes, à la fin de l'année 1944, Vernon est accusé de conspiration et d'incitation à la désertion. On lui reproche notamment le poème-manifeste *Fight? What for?* (Combattre? Pour quoi?). L'accusation réclame une peine de quatorze années de prison. L'action d'un comité de soutien, où l'on trouve les écrivains George Orwell et Herbert Read, permet de réduire la peine à neuf mois de prison. Pendant son séjour en taule, il joue du violon et crée même un orchestre avec d'autres détenus. Après avoir perdu son travail d'ingénieur, il décide de se consacrer à la photographie en même temps qu'à la gestion de sa boutique.

George Orwell et son fils adoptif, 1946.





Freedom Press vers 1952.

En 1946, il fait reparaitre le journal *Freedom* (Liberté), titre qui avait été fondé par Kropotkine. Il y joue un rôle essentiel. Ses détracteurs diront de lui qu'il avait un caractère despotique. Jusqu'en 1998, il reste une des figures principales du journal et des éditions Freedom Press.

Toujours en 1946, il voyage en Italie. À Milan, il rencontre des résistants anarchistes avec lesquels il restera en relation jusqu'à sa mort. À Naples, il retrouve la mère de Maria Luisa, Giovanna Caleffi qui avait passé plusieurs années en prison. Il rencontre son compagnon Cesare Zaccaria.

Peu après le décès de leur bébé, c'est Maria Luisa qui meurt d'une pneumonie virale en 1949. Il lui rendra hommage en publiant ses écrits: *Workers in Stalin's Russia* (Travailleurs dans la Russie de Staline), *Marie Louise Berneri: 1918-1949: a tribute, Journey through Utopia* (Voyage à travers l'Utopie) et *Neither East nor West* (Ni l'Est ni l'Ouest).

Dans les années 1950, il est le voisin et l'ami de Carlo Doglio, un architecte et urbaniste anarchiste qui fréquente la rédaction de *Freedom*. À cette époque, Vernon se met à pratiquer le jardinage biologique qu'il a appris auprès d'un ancien employé de sa boutique et qu'il considère comme son père. Il a alors une nouvelle profession, celle de guide pour les touristes. Il pensait que le tourisme pouvait avoir une influence sur l'ouverture des frontières. C'est pour cela qu'il voyagea en URSS et dans l'Espagne franquiste.

Lessons of the Spanish revolution (Enseignement de la révolution espagnole) est publié en 1953. Il y décrit les réalisations révolutionnaires de l'Espagne de 1936 à 1939 mais n'hésite pas à critiquer la participation des anarchistes au gouvernement. Ce livre a été traduit en français, en italien, en espagnol et en néerlandais.

Dans les années 1960, il participe activement au mouvement contre la guerre et en faveur du désarmement nucléaire.

En 1965, il publie *Errico Malatesta: his life and ideas* (Errico Malatesta: sa vie et ses idées),

rendant ainsi hommage à l'ami de son père. Le livre sera traduit en italien en 1968.

En 1969, il s'installe dans le Suffolk où il cultive fruits et légumes jusqu'en 1997. Comme il avait arrêté plusieurs années auparavant le violon, il décide d'arrêter la photographie.

Il publie plusieurs livres dans les années 1970 et 1980: *Protest without illusions* (Protestation sans illusions) sur le désarmement, *The impossibilities of social democracy* (Les impossibilités de la sociale-démocratie), *Why work?: arguments for leisure society* (Pourquoi travailler: arguments pour une société des loisirs), *The May days: Barcelona 1937* (Les Journées de Mai: Barcelone 1937). Grâce à l'aide d'amis, en particulier Hans Deichmann, il a pu publier quatre recueils de ses photographies dans les années 1990: *A week-end photographer's notebook* (Le bloc-notes d'un photographe du week-end), *George Orwell at home* (George Orwell chez lui), *A part-time photographer's portrait gallery* (La galerie de portraits d'un photographe à temps partiel), *Beauty is more than « in the eye of the beholder »* (La beauté n'est pas seulement « dans l'œil de celui qui sait regarder »). Il est aussi l'auteur de traductions de textes de Kropotkine, Malatesta ou Gaston Leval.

La fin de sa vie est marquée par la tristesse et la misanthropie. Après la mort de sa compagne Peta (Dorothy Sutcliffe, 1915-1997), il vit seul en écoutant de la musique et meurt en 2001.

Vernon Richards a commencé à pratiquer la photographie avec Maria Luisa Berneri. Il ne s'est jamais considéré comme un artiste. Son statut d'amateur n'était cependant pas une fin en soi. Il recherchait beauté et harmonie entre les objets et leur environnement. La photo était pour lui la concrétisation de l'utopie de la vérité. L'intérêt des moments guidait ses choix. Comme l'art, la photo a une fonction sociale et éducatrice. À travers elle, on peut rechercher la vérité contre les mystifications. Les thèmes sociaux de ses photos sont nombreux. Il prêtait attention aux plus vulnérables:

les enfants, les pauvres, les ouvriers, les victimes civiles des bombardements. On peut parler à son propos de photojournalisme ou plutôt de photographie dans une structure documentaire. Certaines de ses photos ont été publiées dans la presse anarchiste.

Vernon Richards avait rassemblé une documentation sur les photographes de son époque. Il connaissait bien l'œuvre de Henri Cartier-Bresson, de Robert Doisneau, de Willy Ronis, de Brassai, d'André Kertész, de Man Ray ou bien de Walker Evans. Tous ont influencé d'une manière ou l'autre son travail. Il ne rejette pas totalement la photo d'art. On peut trouver dans son œuvre la présence de thèmes et techniques surréalistes: photomontages, nus surexposés, jeux avec les ombres. On peut



A. S. Neill avec de jeunes élèves à l'école de Summerhill en 1946.



Vue à Naples en 1946.

aussi noter sa rencontre à Paris avec le photographe anarchiste Senya Flechine (1894-1981).

L'œuvre photographique de Vernon Richards présente des compositions, des paysages urbains et ruraux et des portraits d'enfants, d'écrivains, de musiciens, d'intellectuels

et d'artistes. On sent toujours chez lui un profond respect et une complicité envers les personnes photographiées.

Il a ainsi photographié Gerald Brenan, historien de l'Espagne contemporaine, l'écrivain Herbert Read, le chanteur Rod Stewart, le philosophe Bertrand Russell, le pianiste Denis Matthews ainsi que plusieurs militants anarchistes anglais et italiens (Giancarlo et Giuliana De Carlo, Carlo Doglio, Philip Sansom, etc.).

Parmi les artistes qu'il a photographiés, on peut citer Claire Sheridan (1885-1970). Cette sculptrice au style monumental avait été appréciée en URSS mais elle avait rejeté le communisme et s'était rapprochée de l'anarchisme. Vernon la montre se déplaçant dans son environnement propre: son atelier, son manoir, son jardin. Il passe facilement du portrait au photojournalisme.

Ami de George Orwell (1903-1950), Vernon Richards a été le seul photographe à pouvoir le photographier. Orwell se méfiait de la photo qui était pour lui une source de manipulation. Il refusait le portrait. Les photos de Vernon présentent Orwell dans son cadre quotidien et avec son fils adoptif Richard.

Ses photos de femmes et d'enfants sont un hommage à Maria Luisa Berneri.

Plusieurs photos ont été prises à l'école Summerhill, créée par A.S. Neill. Décrite comme une « école où l'on fait ce que l'on veut », elle fonctionne encore aujourd'hui. Une autre série concerne le Pioneer Health Centre à Peckham au sud de Londres. Il s'agissait d'un centre de promotion de la santé où l'on pratiquait des activités sociales et sportives dans le cadre familial.

Dans ses photos de Naples, on peut sentir l'influence du néoréalisme. La ville est vue sous deux aspects: l'architecture fasciste où

l'on reconnaît l'œil de l'ingénieur et la vie quotidienne des gens dans la rue.

À la fin des années 1950 et au début des années 1960, il photographie les grandes manifestations contre la guerre et les sit-in non violents. Des marches eurent lieu entre Aldermaston (lieu de fabrication d'armes nucléaires) et Londres. Vernon a fait des vues d'ensemble et des portraits des protagonistes. Il utilise son appareil photo comme le zoom d'une caméra.

Il pensait vendre ses photos de voyage aux magazines mais elles étaient bien meilleur marché dans les agences, et la télévision commençait à concurrencer les photographes. Entre 1957 et 1961, il réalise une série de photos à L'Escala, port de pêche de la Costa Brava catalane. Elles seront l'objet d'une exposition dans ce village en 1999.

Plusieurs milliers de photos de Vernon Richards font partie de l'Archivio Famiglia Berneri-Aurelio Chessa. Il s'agit d'archives constituées par Aurelio Chessa (1913-1996) qui a ajouté les documents de la famille Berneri aux siens, tout en continuant à faire des échanges avec d'autres centres de documentation et à acheter livres et périodiques. Ces archives concernent le mouvement libertaire italien et international. Vernon Richards a donné une partie de ses photos à Fiamma Chessa, la fille d'Aurelio. Après la mort de Vernon, d'autres photos ont été données par Judith Edsall et Charlotte Hewetson, les filles de sa compagne Peta.

L'Archivio Famiglia Berneri Aurelio Chessa a été donné à la mairie de Reggio Emilia en 1998 par Fiamma Chessa. Il appartient à la Biblioteca Panizzi, mais ce centre de documentation sur le mouvement anarchiste fonctionne de manière autonome. **F.E.**

Maria Luisa Berneri et Vernon Richards en voyage (1934-1936).



Référendum Voter ? Non !

L'EUROPE, L'EUROPE... C'est chiant l'Europe d'abord. C'est qu'un ramassis de députaillons qui se chiffonnent autour d'un gros fromage. Et voilà qu'ils se votent une Constitution. Mazette, l'événement!

Pis c'est quoi, une Constitution? C'est sérieux, peut-être? Mais non, c'est que des fariboles pour faire plaisir au vieux Giscard. Ce bougre-là, quand il nous a foutu son « Au revoir », on croyait qu'il rigolait, qu'en fait on le reverrait plus. Eh ben si. Pire que Freddy et Jason réunis, il revient. Président de l'Europe! Et ça vous fait pas rire?

Bon, que les cocos défendent leur bifteck, parce que cinq ou six pour cent de la France, c'est pas grand-chose d'Europe, je pige. Que les trotskos leur collent au cul, j'entrave encore: ils ont toujours fait comme ça, c'est dans les vieux pots qu'on fait les vieilles soupes, etc. Mais quand les camaros foutent leur pif là-dedans, ça me dépasse.

Bon, qu'on s'entende: la machine à Giscard, c'est de la merde, on est d'accord. On n'en attendait pas moins de lui. Seulement, le bidule à de Gaulle, et toutes les Constitutions

dont sont affublés tous les pays, c'est pas mieux.

Et puis, chaque fois qu'un truc les gêne, leur sacro-sainte loi, ils se torchent avec. Tiens, pour passer à la Constitution européenne, celle de la baderne, ils la changent tous les trois mois, à Versailles. Parce que faudrait pas croire qu'ils se sentent liés outre mesure par leurs accords, nos dirigeants. Prenez Maastricht: ça fait des années que la France s'assied sur les critères comme ça l'arrange.

Et c'est un peu court de dire que tout ce que la Constitution prévoit de bien, ils ne le feront pas, tout ce qu'elle prévoit de pire, ils le feront... De deux choses l'une: ou bien la Constitution a une importance, et tout s'applique; ou bien ne s'appliqueront que les dispositions antiprolétariennes, et la Constitution n'a aucune importance, parce que ça, ça a cours en toute saison.

Bon, on nous dit que la Constitution gravera les politiques néolibérales dans le marbre. C'est bien possible. Sauf que lesdites politiques sont à l'œuvre depuis dès avant qu'on ait même l'idée que le machin consti-

tutionnel pouvait avoir une quelconque utilité. C'est le mouvement de l'histoire, le développement du capitalisme mondialisé... et leurs lois ne font qu'officialiser une sale liaison qui avait cours depuis longtemps entre l'État et le grand capital apatride. Rien de nouveau sous le soleil.

J'ajoute que, si je comprends le souci des étatistes de gauche qui espèrent, au gouvernement, mener des politiques économiques interventionnistes – doux rêveurs –, ma perplexité est grande devant l'anarcho qu'anime la même passion.

Bon, maintenant, politiquons. Quel intérêt on a, nous, les anarchistes, pour nos idées et nos organisations à voter « non »? Aucun. Si le « oui » l'emporte, le PC s'est refait une virginité « gauche de la gauche », et passera les dix prochaines années à accuser la Constitution de tous les maux. S'ils ont perdu de pas grand-chose, ils peuvent espérer deux députés et un ministre en plus dans la prochaine union de la gauche. Nous, rien.

Quant au « spectacle amusant » qui doit suivre la victoire du « non », à part la gueule à Raffarin, si tant est qu'elle soit drôle... Imaginons même que, pris d'un coup de chaud – ça s'est vu –, Chirac dissolve l'Assemblée. Législatives anticipées, changement de gouvernement... Et alors, quand donc rit-on?

Si, donc, le « non » sert à mettre une claque au gouvernement, et rien de plus, n'est-il pas un moyen de canaliser la colère populaire, de lui donner un exutoire facile – et inutile.

Ne vaut-il pas mieux laisser chauffer la marmite sans ouvrir de soupape? N'avons-nous pas plus de cartes à jouer dans la défense d'un mouvement social détaché des partis politiques, qu'à se faire la cinquième roue du carrosse de la gauche?

Bref, ce référendum n'a pas grande importance. On pourra voter comme on voudra, s'abstenir à loisir, rien n'en sera différent. Un « non », qu'il soit franc et massif, de masse, de classe, de gauche ou libertaire, ne servira à rien d'autre qu'à faire de la peine à Hollande et à Raffarin. Si vous rayez leur voiture, vous leur aurez aussi causé du chagrin. Le monde en sera-t-il changé de beaucoup?

Moïse Cailloux



Le Pentagone

Saigneur de guerre « global » des bidonvilles

Mike Davis



Le JEUNE MARINE AMÉRICAIN exulte. « C'est le rêve pour un sniper, déclare-t-il à un journaliste du *Los Angeles Times* aux abords de Falloujah. Vous pouvez aller partout, et il y a plein de façons de tirer sur l'ennemi sans qu'il sache où vous vous trouvez. Il arrive qu'un type soit descendu, et je le laisse hurler un moment pour casser le moral de ses copains. Puis je tire une seconde fois. Rien de tel que de déloger un connard, explique-t-il, pour vous provoquer une bonne décharge d'adrénaline. » Il se vante d'un tableau de chasse confirmé de « 24 types », lors de la première phase de l'assaut brutal de l'US army contre la ville rebelle de 300 000 habitants.

Confrontés à une résistance populaire opiniâtre qui n'est pas sans rappeler la défense héroïque de Hué par le Viêt-cong en 1968, les marines se sont lâchés une fois de plus en semant une terreur aveugle. Selon des journalistes indépendants et le personnel médical local, ils ont massacré au moins deux cents femmes et enfants au cours des deux premières semaines de combat. La bataille de Falludjah, au même titre que les combats qui ont eu lieu dans les villes chiïtes et les quartiers pauvres de Bagdad constituent des tests fondamentaux, non seulement de la politique états-unienne en Irak, mais de la capacité de Washington à dominer ce que les concepteurs du Pentagone considèrent comme « le principal champ de bataille du futur » : la ville du tiers-monde.

La débâcle de Mogadiscio de 1993, lorsque des milices locales avaient infligé 60 %

de pertes au corps d'élite des rangers, a contraint les stratèges étatsuniens à repenser ce qu'on appelle « les opérations militaires en terrain urbanisé » (le MOUT¹ dans le jargon du Pentagone). En décembre 1997, une étude du National Defense Panel accusa l'armée d'impréparation pour les longs combats à venir dans les rues labyrinthiques et quasi impraticables des villes du tiers-monde, rongées par la pauvreté. En conséquence, les services des quatre armes, coordonnés par le Joint Staff Urban Working Group, lancèrent des programmes d'affrontements simulés pour maîtriser les combats de rue en situation réelle dans le tiers-monde. « La guerre du futur, pouvait-on lire dans revue de l'Army War College, aura pour théâtre les rues, les égouts, les immeubles en hauteur et le tissu urbain des maisons qui composent les villes lépreuses du monde. »

On avait fait appel à des conseillers israéliens pour enseigner aux marines, aux rangers et aux navy seals² les tactiques de pointe – notamment, la coordination complexe des équipes de tireurs d'élite et de démolition, avec l'appui des blindés et une puissance de feu aérienne écrasante – utilisées sans pitié par les forces armées israéliennes à Gaza et en Cisjordanie. Des décors urbains, reconstitués avec « de la fumée et des systèmes sonores », ont été construits pour simuler les conditions de combat dans les quartiers fortement peuplés de villes comme Bagdad ou Port-au-Prince. Le laboratoire de combats urbains du corps des marines a mis en scène des wargames, des jeux

Mike Davis, sociologue « radical » américain, est l'auteur, entre autres, de *City of Quartz, Los Angeles capitale du futur* et de *Génocides tropicaux*, parus à La Découverte.



de rôles guerriers (tel l'« Urban Warrior ») à Oakland et Chicago, tandis que le commandement des opérations spéciales de l'armée « envahissait » Pittsburgh.

Aujourd'hui, de nombreux marines présents à Falloujah sont passés par les exercices du « combattant urbain » et les combats simulés à « Yodaville » (installations d'entraînement urbain de Yuma, Arizona), tandis que certaines unités de l'armée encerclant Nadjaf et Sadr City, la banlieue déshéritée de Bagdad, sont des anciens élèves du nouveau simulateur du MOUT de 34 millions de dollars à Fort Polk en Louisiane. L'« israélien » tactique de la doctrine étatsunienne des combats s'est accompagnée de ce qu'on pourrait appeler une « sharonisation » de la conception du monde du Pentagone. Les théoriciens militaires se consacrent maintenant à imaginer comment les capacités d'action de la guerre « high tech » peuvent contenir, à défaut de détruire, les insurrections « terroristes » chroniques qui ont pour terreau le désespoir des bidonvilles tentaculaires.

Pour contribuer à fournir un cadre géopolitique à la guerre urbaine, les responsables de la planification stratégique se sont adressés dans les années 1990 à la Rand Corporation : la vieille école du Docteur Folamour. RAND, une association d'experts à but non lucratif créée par l'armée de l'air en 1948, s'est rendue célèbre avec son « wargame » nucléaire Armageddon dans les années 1950 et son aide

à la préparation de la guerre du Viêt-nam dans les années 60. Maintenant, c'est l'apothéose : RAND s'occupe des villes. Ses chercheurs soustraient les statistiques de la criminalité urbaine, prennent le pouls de la population des centres urbains et évaluent les effets de la privatisation de l'éducation publique. Ils font aussi tourner le Centre Arroyo de l'Armée qui a publié récemment un petit nombre d'études sur le contexte et les ressorts de la guerre urbaine.

L'un des plus importants projets de RAND, lancé au début des années 1990, fut une étude majeure dont l'objet était de savoir « comment les changements démographiques affecteront les conflits de l'avenir ». D'après RAND, ce qui en ressort essentiellement est que l'urbanisation de la pauvreté mondiale a sécrété « l'urbanisation de l'insurrection » (c'est, en fait, le titre de leur rapport).

« Les insurgés suivent leurs partisans dans les villes, met en garde RAND, créant des « zones libérées » dans les bidonvilles. Aucune doctrine américaine, aucun entraînement, aucun équipement n'est prévu pour la contre-insurrection urbaine. » Le bidonville est donc devenu le maillon le plus faible de l'empire américain.

Chez Rand, les chercheurs réfléchissent sur l'exemple du Salvador où l'armée locale, en dépit d'une aide massive étatsunienne, s'est montrée incapable d'empêcher la guérilla du FMLN d'ouvrir un front urbain. « Si les

rebels du Front de libération nationale Farabundo Martí avait réussi à mener plus tôt l'insurrection au cœur des villes, on peut se demander ce que les États-Unis auraient pu faire pour contribuer à jouer ne serait-ce que le rôle de tampon entre le gouvernement et les insurgés. »

Plus récemment, un théoricien en vue de l'armée de l'air a émis des remarques similaires dans l'*Aerospace Power Journal*. « L'urbanisation rapide dans les pays en développement, écrit le capitaine Troy Thomas dans le numéro du printemps 2002, a pour résultat un espace de combat qui est de moins en moins connaissable parce que de plus en plus anarchique. »

Thomas oppose les centres urbains « hiérarchiques » modernes, dont les infrastructures centralisées peuvent facilement être paralysées par des frappes aériennes (Belgrade) ou des attaques terroristes (Manhattan), aux bidonvilles tentaculaires des banlieues du tiers-monde, organisés en sous-systèmes décentralisés, informels, « où il n'existe aucun plan, et où les points névralgiques ne sont pas facilement discernables ».

Prenant comme exemple « l'océan de misère noire » qui entoure Karachi au Pakistan, Thomas dépeint le défi ahurissant d'un « combat asymétrique » sur des terrains urbains « sans centre, non hiérarchiques », contre des milices à base clanique poussées par « le désespoir et la peur ». Il évoque les bidonvilles très étendus de Lagos au Nigeria et de Kinshasa au Congo comme autres champs de bataille potentiels cauchemardesques.

Cependant, le capitaine Thomas (dont l'article portait le titre provocant « Seigneurs de guerre des bidonvilles : la maîtrise de l'espace aérien dans les combats urbains »), tout comme RAND, croit dur comme fer que les nouveaux investissements massifs du Pentagone dans la technologie et l'entraînement du MOUT auront raison de toutes les complexités fractales de la guerre des bidonvilles. L'un des livres de recettes de la RAND (*Opérations aériennes en environnement urbain*) fournit même une table de calcul utile pour déterminer le seuil acceptable de dommages collatéraux (appelés aussi « victimes innocentes ») compte tenu des différentes contraintes opérationnelles et politiques.

L'occupation de l'Irak a bien sûr été dépeinte par les idéologues de Bush comme un « laboratoire pour la démocratie » au Moyen-Orient. Pour les allumés du MOUT, en revanche, c'est un laboratoire d'une autre sorte, où les tireurs d'élite des marines et les pilotes de l'US Air Force testent de nouvelles techniques de mise à mort dans la perspective d'une guerre mondiale contre les déshérités des villes.

M. D.

Traduit par Joëlle Sichini

1. Militarized Operations on Urbanized Terrain.
2. Ce sont des corps d'élite de l'armée américaine.

El libertario du Venezuela

AU MILIEU DES ANNEES 80, à Caracas (Venezuela), le collectif autogestionnaire libertaire crée El libertario¹ mais en suspendra la parution au bout de six numéros. Parmi les initiateurs du journal, il y a Angel Cappelletti², des vétérans espagnols, des militants ouvriers et d'autres militants... Ce n'est qu'en novembre 1995 que le journal reparaît, sous l'impulsion du Comité de relations anarchistes qui vient de se créer à Caracas.

Le CRA est un groupe affinitaire, c'est-à-dire composé de personnes qui partagent l'idéal libertaire et qui recherchent la construction d'une société basée sur la démocratie directe, la justice sociale, l'autogestion, l'entraide, etc.

Le CRA est composé de jeunes et de moins jeunes, de féministes, d'étudiants ou d'ouvriers, d'universitaires, etc. qui réalisent ensemble le bimensuel El libertario. Il faut noter que dans les activités du CRA, le journal est un outil, au même titre que le site internet, ou encore le récent centre social qui a ouvert à Caracas.

« Autogéré à 110 % », le journal affiche une profession de foi très simple et très claire :

« Chaque numéro est réalisé par la coopération volontaire de ceux qui croient important de faire entendre une voix pédagogique de contre-information, que nous élaborons de façon autonome, sans recevoir de subsides d'aucune structure de pouvoir, et sur la base de l'accord libre de ceux qui le réalisent. Lecteur, tu es invité à faire partie de cette expérience. Ici, il n'y a ni leader ni patron, mais il y a un processus d'apprentissage et de débat permanent pour renforcer un réseau horizontal et antiautoritaire d'action sociale transformatrice. Nous voulons informer sur la théorie et la pratique des anarchistes en Amérique latine et dans le monde entier, mais aussi appuyer ce que les mouvements sociaux autour de nous ont de libertaire. »

Ce journal, qui tire actuellement à 2500 exemplaires, ne vit que de ses ventes et des concerts de soutien de groupes de rock, et a réalisé en novembre 2004 un quarantième

numéro. Ce numéro spécial avait pour objet de marquer neuf ans de parution ininterrompue du journal. Il rassemble des signatures en provenance de toute la planète libertaire, ce qui montre le rayonnement du journal : Marianne Enckell, Octavio Alberola, Franck Mintz, Daniel Barrett, Eduardo Colombo, etc.

Dans sa forme plus habituelle, El libertario, qui a un format tabloïde, comporte seize pages rigoureusement rubriquées.

Ces rubriques sont le reflet de la composition de l'équipe qui réalise le journal. De façon régulière, on trouve donc des pages consacrées au Venezuela, à l'Amérique latine, à la globalisation, à l'environnement, au féminisme, aux prisonniers, à la contre-culture, etc.

En pages centrales, une affiche est conçue pour être placardée et, depuis quelques numéros, une bande dessinée est publiée, qui reprend l'histoire de George Orwell, la Ferme des animaux.

El Libertario a développé son lectorat, au fil du temps, et amélioré sa diffusion. Bien répandu au Venezuela, il est lu sur tout le continent, et bien au-delà, jusqu'en Europe. Il faut dire que ce journal est un des rares de la région à avoir cette double qualité que sont la régularité et la qualité des contributions. Les articles portent sur des sujets d'actualités, essentiellement :

« Les autoritaires en guerre contre l'enfance », « Architecture de l'insécurité », « La culture de la pauvreté », « La résistance au militarisme en Amérique latine », etc. et sont écrits par des auteurs argentins, chiliens, espagnols...

Il est très lu dans les universités de Caracas, il est très connu dans les milieux anarcho-punks puisque le journal doit beaucoup à cette sensibilité libertaire de contre-culture, il est proposé dans des kiosques, sur des stands tenus dans la rue... Pour le plus grand bienfait du mouve-

ment anarchiste continental, il faut souhaiter longue vie à El libertario³ !

Relations internationales

1. Il existait déjà, et encore aujourd'hui, un autre El libertario, mais à parution assez irrégulière, nous voulons nommer le journal de la Fédération libertaire argentine (FLA, section locale de l'Internationale des fédérations anarchistes).

2. Angel Cappelletti, universitaire argentin qui enseigne au Venezuela, écrit près de quatre-vingts ouvrages. Décédé en 1995 à Rosario (Argentine), il est une des grandes figures du mouvement anarchiste sud-américain. Son œuvre pourtant riche reste inconnue en Europe.

3. Le journal est consultable sur le site Internet www.nodo50.org/elibertario et on peut écrire à : Raul F. Apdo postal 128, Carmelitas, Caracas, D. F., Venezuela.



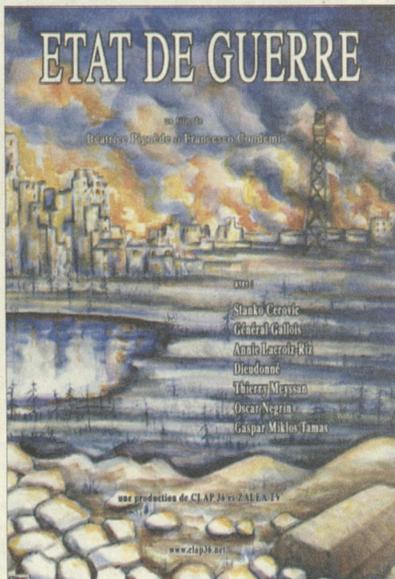
État de guerre

« IL SUFFIT DE DIRE certains mots comme "sécurité", "guerre contre le terrorisme", "ni voile ni string", et cela fait marcher au pas les populations. De même qu'il faut choisir son camp sinon cela signifie qu'on laisse faire. L'argument moral est utilisé pour soumettre les populations, pour les faire taire. Il faut obtenir l'adhésion des populations ou les réduire au silence », souligne Béatrice Pignède sur Radio libertaire à propos de son film précédent, *Propagande de guerre, propagande de paix*. Son nouveau film, *État de guerre* – co-réalisé avec Francesco Condemni – approfondit l'analyse en posant des questions soigneusement écartées par les idéologues.

Le bruit des boîtes se rapproche singulièrement, d'où la question de l'historienne Annie Lacroix-Riz: « Y a-t-il aujourd'hui une raison pour qu'il n'y ait pas de guerre générale en Europe? » Après un montage d'images de propagande des deux premières guerres mondiales en préambule, le film amène à s'interroger sur l'aptitude des populations à se faire manipuler et renvoie immanquablement à la situation actuelle. Notre époque est-elle comparable à celles qui ont précédé 1914 et 1939? Il paraît impossible de pousser les populations à « guerroyer ». Et pourtant...

La propagande sécuritaire, la « guerre » antiterroriste, la peur diffusée par rapport à « l'islam » – comme au temps des croisades! –, la crainte des banlieues « potentiellement dangereuses » et vivre de terroristes en herbe, tout paraît en effet converger pour nous faire avaler qu'il va falloir se défendre et que nous sommes entourés d'ennemis. La menace islamiste a remplacé la menace soviétique. La peur utilisée à des fins politiques a d'ailleurs bien des avantages, et le film *État de guerre* nous livre à ce propos plusieurs champs de réflexion. Avoir peur de l'autre – démonsé – annihile la faculté de penser et surtout de critiquer nos sociétés et le système, avec pour conséquence la résignation. N'est-ce pas finalement mieux ici qu'ailleurs?

Le film part du constat que la guerre dans les Balkans était le résultat d'une manipulation. Les témoignages et les analyses éclairent bien des aspects cachés des événements. En particu-



lier, les haines attisées par la propagande qui ont mis la région à feu et à sang: « Toutes ces guerres ont été montées. Je vois ça comme une sorte de business. Les grandes puissances sont prétendument venues nous aider, mais cela a été le contraire. » Et Zoran d'ajouter: « Milosevic a été installé au pouvoir par les États-Unis. Pourquoi aurais-je de la haine contre un Croate ou un Bosniaque de Serbie? »

Stanco Cerovic, journaliste à RFI, développe l'idée que, depuis la guerre froide, le projet des gouvernements étatsuniens d'établir une hégémonie à l'échelle planétaire repose sur la déstabilisation des Balkans, du Moyen-Orient et du Caucase. D'où le rôle important de trois propagandistes officiels incarnant le droit moral, Élie Wiesel, Bernard Kouchner et Vaclav Havel, chantres de l'impérialisme étatsunien. Et l'on voit Kouchner déclarer à propos de l'occupation en Irak: « Une guerre est toujours bonne pour se débarrasser d'un salaud. Ils [les Irakiens] voulaient cette guerre comme une libération. » Une démonstration de la plus parfaite mauvaise foi. Mais si les gens préfèrent le mensonge... Il faut alors choisir d'être drogué tout le temps et de ne pas voir la réalité.

Et la question revient, lancinante: une

Troisième Guerre mondiale est-elle possible sur le sol européen? Une guerre à l'Europe orientale? Une guerre d'un nouveau genre? Un « combat » monumental entre le bien et le mal? Le complexe militaro-industriel s'arrangerait bien du concept de guerre perpétuelle pour écouler la marchandise, et le capitalisme est toujours bénéficiaire dans une situation de conflit. Alors « le pouvoir ment, mais c'est pour la bonne cause! »

Nous vivons une « situation de leurre énorme. Tout est fait pour que tout le monde croie que tout va bien », même si la paranoïa ambiante sur fond de crise et de croisade semble permettre tous les dérapages. C'est la problématique du film, *État de guerre*, qui pose la question de la lutte et des capacités de mobilisation populaire. Les guerres se décident « contre la volonté de la majorité des peuples, seuls les intérêts économiques sont pris en compte ». Or la guerre économique n'a jamais cessé, et la guerre contre les résistances populaires a repris de plus belle, les assassinats politiques ciblés contre ceux et celles qui s'opposent à l'hégémonie des États-Unis sont nombreux. La mondialisation est encore pire que le colonialisme, conclut Gaspard Miklos Tabas. Une note d'espoir cependant au Venezuela où Oscar Negrin explique un exemple de résistance populaire autour d'une école autogérée.

Quelle est notre capacité de résistance? Si « nous sommes dans une situation de guerre généralisée », il faut « refuser le mensonge ». La question sociale doit revenir à l'avant quand la population décide de se rebeller, et la lutte contre la globalisation capitaliste ne peut être qu'internationaliste. Mais, d'abord, « il faut libérer les gens du système leader ».

Christiane Passevant

État de guerre est projeté plusieurs fois par semaine à partir du 9 mars au cinéma l'Entrepôt. Voir programmes et site Clap36.net

Documentaire de Béatrice Pignède et Francesco Condemni, production Clap 36/Zaléa TV.

Anarchies en *Lignes*



Nicolas Trifon

« **LANARCHISME** – ou l'anarchie positive – s'identifie toujours à une expérience vécue dans des situations et des moments particuliers qui sont eux-mêmes cette expérience, qui en constituent le lieu et les possibles, qui, le sachant nettement (parfois) ou le plus souvent confusément, en répètent et en annoncent d'autres, et s'inscrivent ainsi, de tous côtés et de multiples façons, dans des suites discontinues d'expériences analogues. »¹

Loïn des formules chocs ayant cours en la matière, cette définition de Daniel Colson est juste même si d'aucuns ne manqueront de la trouver indigeste. Elle figure au début de sa contribution au numéro spécial consacré par la revue *Lignes* aux « Anarchies » et constitue une mise au point implicite à l'éditorial de la revue qui présente comme suit la démarche adoptée :

« Anarchies au pluriel. C'est-à-dire ni "anarchie" ni "anarchisme". "Anarchie" plaiderait pour une cohérence, une homogénéité, une durée même que son histoire, en réalité, récuse; dont elle est la récusation de fait. "Anarchisme" – énoncé à usage de réconciliation douceâtre sur fond d'œcuménisme médiatique – en appellerait à un théorisme au moins paradoxal, certainement impossible. Impossible parce qu'il n'y aurait d'anarchie

elle-même qu'impossible; parce que l'anarchie serait le nom que la politique a donné à l'impossible. »

Autant dire d'emblée que la plupart des textes ne portent pas sur le mouvement anarchiste ni forcément sur les expériences dont il est issu et qu'il cherche à impulser. Ils s'intéressent plutôt à ce que l'auteur de l'édition présente comme « des moments, ici ou là, d'insubordination inconditionnée où est, soudain, renversé tout ce qui s'impose partout: l'inégalité, la violence, la bêtise, l'ennui, l'humiliation »² et couvrent des champs fort divers: du secteur informel en Afrique à l'anarchie chez Heidegger en passant par l'irritation libertaire de Thomas Bernhard. Riches et denses, les matériaux proposés sont, disons-le d'emblée, d'un abord difficile, ce qui n'enlève évidemment rien à l'intérêt qu'ils présentent. Par les temps qui courent, les moments d'insubordination inconditionnée sont en effet suffisamment rares et déconcertants pour que le lecteur fasse l'effort de suivre ceux qui cherchent à les capter et à les analyser. Même s'il s'agit de domaines auxquels il est peu familiarisé.

Pour ma part, j'ai été frappé par la fréquence des références à Pierre Clastres, ethnologue connu surtout pour son livre *La Société contre l'État*, paru en 1974, qui bousculait la

conviction évolutionniste (défendue avec une ardeur toute particulière par les marxistes de l'époque) selon laquelle les sociétés dites primitives souffriraient d'un manque d'état et aspireraient à en créer un. Sa philosophie du pouvoir fait l'objet d'un essai de Jean-Louis Déotte.³ Selon Clastres, « la société primitive est le lieu du refus d'un pouvoir séparé, parce qu'elle-même, et non le chef, est le lieu du pouvoir. [...] En contraignant le chef à se mouvoir seulement dans l'élément de la parole, dans l'extrême opposé de la violence, la tribu s'assure que toutes choses restent à leur place, que l'axe du pouvoir se rabat sur le corps exclusif de la société et que nul déplacement des forces ne viendra bouleverser l'ordre social ».⁴

Si la société est le lieu réel du pouvoir, fait remarquer J.-L. Déotte, alors elle l'ignore, parce qu'elle se pense comme recevant son ordre social d'ailleurs : des ancêtres, des héros culturels, des « dieux ». La société pose à l'extérieur d'elle-même l'origine de son ordre social, et les ancêtres dont elle se réclame ne sont pas des ancêtres réels mais des fondateurs mythiques. Cela étant dit, il n'y a pas au sein de ce type de société des individus ou des groupes qui par leur fonction ou origine seraient dans une plus grande proximité de ce lieu d'origine et de ces ancêtres. L'accrochage dans l'« ailleurs » est un des éléments clefs du dispositif grâce auquel la chefferie ne peut pas devenir effective et l'État ne peut pas se constituer et se retourner contre la société, écrit J.-L. Déotte. Mais, poursuit-il, le prix à payer par les « sauvages », c'est de se savoir impuissants en ce qui concerne leur ordre social, d'où la négation de l'autogestion. À l'inverse, les sociétés étatiques modernes se savent à l'origine d'elles-mêmes et se sont émancipées de la sphère du religieux. C'est la thèse défendue par cet auteur dont le texte est intitulé « Pierre Clastres : l'anarchie sauvage contre l'autogestion ». Qu'est-ce qui a bien pu bouleverser l'ordre de l'anarchie sauvage ? Pas le chaman, ni le devin mais le prophète, le fils de Dieu, par l'intermédiaire duquel le surnaturnel descend sur terre, celui qui se dit le représentant de l'ailleurs et qui est accepté comme tel. À l'origine de l'État, donc, le prophète. Sur un point cependant la démonstration de cet auteur nous laisse sur notre faim. Il évoque, sans s'y attarder, la distance qui sépare l'État despotique de l'État totalitaire et on aimerait en savoir davantage sur le rôle que l'émancipation de la sphère du religieux a pu jouer dans le passage de l'un à l'autre.

Trois autres participants se réfèrent à l'auteur de la *Société contre l'État* dans des circonstances parfois surprenantes à première vue. Alain Brossat le fait en commentant une séquence du film *Land and Freedom* de Ken Loach : « Ainsi, comme dans les tribus sauvages de Clastres, il y a bien dans cette milice un "chef" – mais la compétence de celui-ci est pour l'essentiel réservée au domaine purement militaire ou, plutôt, guerrier (le militaire

renvoie aux machines étatiques). Pour le reste : égalité entre tous, ni grades ni uniformes, égalité entre hommes et femmes également combattants, liberté de discussion, vie spartiate pour tous... » Et, poursuit-il, « ce n'est pas pour rien que la société de l'État, incarnée par les stalinien et leur machine militaire, ne saurait supporter [ce type de communauté] ».⁵

Dénétem Tuam Bona, opère lui, un rapprochement entre les sociétés amazoniennes dont la « chefferie sans pouvoir » intriguait tant les premiers colons et la communauté marronne réunissant les esclaves noirs en fuite qui « ne se réalise pleinement que lorsqu'elle conjure en son sein le risque d'un pouvoir séparé d'elle-même, le retour du Maître ».⁶ Enfin, Clastres se retrouve, aux côtés de Deleuze et Guattari, au cœur de l'analyse du phénomène des *free parties* proposée par Mathilde Girard : « La communauté des *free parties* ne s'organise pas comme une société primitive autour d'un système d'échange, car elle a aussi quelques airs de société libérale, mais de même qu'une société contre l'État, elle se protège de celui-ci, préservant par là même les conditions de son expression, le déploiement de son principe de plaisir ».⁷ Tant le bilan contrasté de cette mouvance dressé par l'auteure, qui en fut partie prenante (puisqu'elle utilise le « nous » en s'y référant), que le titre son texte « Cela se peut-il encore ? » en disent long sur la difficulté d'échapper à l'État, de s'en émanciper, de le combattre.

La deuxième partie de la définition de Daniel Colson nous permettra peut-être d'éviter de sombrer dans le pessimisme : « Ces expériences anarchistes n'ont pas besoin de laisser beaucoup de traces pour transmettre leur force et leur signification. Et la moindre de ces traces suffit à éveiller au cœur du conformisme le plus routinier l'écho de ce dont il est lui-même capable d'un point de vue libertaire ».⁸

N. T.

1. « Anarchies/textes réunis par Alain Brossat, Michel Surya et François Bideau », dans *Lignes*, n° 16 (février 2005), p. 7.

2. *Id.*, p. 5.

3. *Id.*, pp. 73-84.

4. *La Société contre l'État*, Paris, 1974, p. 136. Sur internet on peut consulter l'entretien avec P. Clastres paru dans *Anti-Mythes*, n° 9 (<http://www.plusloin.org/textes/clastres.html>) (<http://libertaire.free.fr/clastres01.html>) et l'article de Yoram Moati « Pierre Clastres et l'anthropologie anarchiste » (<http://perso.wanadoo.fr/libertaire/archive/2000/228-mai-clastres.htm>).

5. *Lignes*, op. cit., p. 33. A. Brossat a coordonné l'ouvrage collectif Ernest Cœurderoy, 1825-1862, révolution, désespoir et prophétisme, paru en décembre 2004 à L'Harmattan.

6. *Id.*, pp. 40-41.

7. *Id.*, p. 134.

8. *Id.*, p. 7. Le Petit lexique de l'anarchisme de D. Colson est disponible en Livre de poche (Biblio-essai, LGF, 2001).



Pendant que nous on crève, les culs de la bourgeoisie twistent !

350 CONVIVÉS, triés sur le volet, étaient invités au « bal capitaliste » de Bruxelles le 18 février 2005, pour « célébrer le marché, l'individu et la liberté et rassembler les activistes de la cause libérale, afin qu'ils échangent ».

Le gratin comptait les plus libéraux des chefs d'entreprise internationaux, universitaires, députés avec leurs assistants, le tout saupoudré de quelques journalistes bien choisis. L'événement a eu lieu dans un salon fréquenté ordinairement par l'aristocratie et la bourgeoisie belge, pour le modeste montant de 40 000 euros provenant de dons privés.

Avant de faire la teuf, quelques bonnes paroles ont été distillées par de beaux parleurs, évoquant des thèmes aussi divers et badins que la réforme de la santé, la concurrence ou encore, le réchauffement climatique (voyez-vous ma chère!).

Autant de sujets sur lesquels l'Union européenne a été qualifiée par les intervenants de « bureaucratie réglementaire et sclérosée ».

Les agapes terminées, les invités sont repartis avec une demi-bouteille de champagne « cuvée capitaliste » et l'index 2005 de l'économie libre, qui classe 161 pays, en fonction de leur degré de libéralisme : la France s'y retrouve au 44^e rang, derrière la Tchéquie, la Pologne et le Botswana. Ultra-libéralistes hexagonaux : encore un petit effort pour continuer à casser en France les dernières résistances sociales et syndicales, afin de gagner quelques échelons dans le classement de l'année prochaine !

Patrick Schindler
groupe Claaaavaash

Le cadastre

est le cadavre de la liberté

LE RECENSEMENT ? S'opposer au recensement ? Je le confesse, il me fallut du temps pour comprendre. Si j'avais lu *Seeing like a State*, qu'on pourrait traduire par « Le regard de l'État », j'aurais compris plus vite. James C. Scott y explique comment les États en général et les États modernes en particulier changent les sociétés qu'ils dirigent, en prétextant qu'ils ont besoin de mieux lire ces sociétés pour leur faire tout le bien qu'ils leur souhaitent.

Point par hasard, son livre parle souvent de la France. Notre pays nourrit l'une des plus vieilles bureaucraties étatiques du monde, avec la chinoise, la japonaise et la vaticane. Et celle-ci œuvre depuis longtemps à la destruction de la diversité, dans l'intérêt supérieur de la régularité (donc de l'efficacité) de l'action, forcé-ment toujours bénéfique, de l'État. Pourquoi ?

Parce qu'un État, rappelle Scott, est le lieu social d'où l'on ne voit que des grands nombres, de vastes étendues, des masses. Plus ces nombres, ces étendues, ces masses sont homogènes, plus la collecte d'information dans un sens, et plus la diffusion des ordres dans un autre, bref plus le travail de l'État en sera facilité. En sens inverse, plus il y a de grumeaux dans la soupe, de langues dans la République, d'unités de mesure différentes, de rues tortueuses, de chemins inconnus, de coutumes contradictoires, plus la collecte d'informations réclamera de traductions dans une langue et un système de normes unique, et plus la rédaction, la diffusion, l'application et le contrôle de l'application des ordres deviendront difficiles. Un exemple, ou plutôt presque une métaphore, que donne Scott est éclairant. Les forêts prospéraient sur notre planète sans l'aide de l'homme. Mais l'Europe des Lumières comprit l'intérêt d'en faire des zones agricoles comme les autres, dont la production devait être maximisée et le gâchis minimisé. Les Lumières ?

Descartes fait table rase, pour ses astères abscisses et ordonnées, Laplace pense qu'on peut déduire tous les mouvements ultérieurs si l'on connaît la position et le mouvement de tous les atomes en un instant donné... Alors, la sylviculture fait table rase ou plutôt taillis ras. On sélectionne les espèces les plus productives, on arrache les autres, on arrange tout en belles lignes bien droites; les rendements explosent. Jusqu'aux jours où un parasite ravage une forêt bien homogène en deux ou trois ans, où la monoculture épuise les sols.

Et l'on admet à présent les bienfaits de la diversité. Parfois le processus d'uniformisation n'a jamais tenté de déguiser son but oppressif; ainsi les villes, dont Kropotkine a si bien montré comment elles ont résisté à l'arbitraire féodal et royal, étaient jadis toutes en ruelles, en sentes chantournées, en passages illogiques mais consacrés par l'usage. Ce grouillement topographique, en brouillant la collecte d'information, rendait l'autonomie locale plus forte contre l'hétéronomie nationale. Sans parler de la difficulté de réduire à l'obéissance un labyrinthe insurgé.

Mais Haussmann vint. Les grands boulevards droits permettent aux troupes d'avancer et de placer des canons à mitraille. Pourquoi, alors qu'il pleut tant à Paris, ne trouve-t-on d'arcades, si utiles en cas d'intempéries, que place des Vosges et rue de Rivoli ? Parce que Napoléon III savait qu'en cas de guérilla urbaine, les révolutionnaires peuvent se protéger derrière chaque arcade.

Pourquoi Napoléon I^{er} exigea-t-il des juifs qu'ils adoptent chacun un prénom et un nom de famille ? Parce que c'est beaucoup plus simple pour les fonctionnaires du fisc de ne pas confondre Jacob, banquier très riche, avec Jacob, apprenti tailleur sans un sou.

Parfois on a cru œuvrer pour le bien commun. Ainsi lorsque Legrand, directeur des Ponts-et-Chaussées, créa l'Étoile Legrand, sept

grands axes de communication (canaux et routes, plus tard chemins de fer) reliant Paris à la Manche, l'Atlantique, la Méditerranée, les Alpes et les Pyrénées, il crut aider le commerce en rationalisant le transport. Savait-il qu'il coulait dans le bronze la distinction Paris/province, la subordination du local au national, la disparition des langues locales ?

De même, les fonctionnaires néerlandais qui avaient créé des cartes très détaillées du point de vue sociologique de leurs villes ne savaient sans doute pas que les nazis apprécieraient beaucoup ces cartes dans leur recherche de zones plus juives que d'autres à Amsterdam, et que leurs rafles en verraient leur efficacité déclinée.

Dernier exemple pris par Scott à Jane Jacobs dans *The Death and Life of Great American Cities*: Qu'est-ce qui est à la fois le plus sûr et le plus vivable pour les enfants ?

La taxidermie des villes modernes bien séparées en quartiers de travail (déserts de 6 heures du soir à 6 heures du matin) et en quartiers résidentiels (sous volets la nuit et vides le jour), ou la vitalité des villes à l'ancienne où la diversité des fonctions et des passants permet aux yeux adultes de ne jamais perdre de vue les enfants, donc de les laisser jouer dehors ?

Nestor Potkine





Petite humeur

« Toujours plongée dans tes lectures, Pollyanna?

– Eh oui, Sophie, je lis enfin l'anthologie du *Monde libertaire*, pendant ses cinquante ans de vie...

– Ah oui, celle où y a pas Hélène, y a pas Nelly, y a pas Thyde?

– Tu devrais partager le plaisir de mes découvertes au lieu de te lamenter sur tes malheurs. J'y découvre les signatures de copines dont je ne soupçonnais pas l'existence: Rédaction, Radio libertaire, Tribuna latino-américana, etc. Ça fait du bien de voir qu'il n'y a pas que des mecs pour écrire dans la presse anarchiste, et que les personnes qui ont fait le choix des articles ont bien tenu compte du genre féminin. »

p.c.c.: Alice à la bibliothèque des merveilles

La Bibliothèque de nulle part

ON PEUT DÉRIVER dans sa tête comme on dérive dans la ville, passer (plus ou moins hâtivement) à travers des ambiances variées, se laisser gagner, déborder par des bribes de conversation, des rencontres inopinées et silencieuses, des yeux noirs s'attardant un instant sur vous, et la découverte, certains jours de chance, de livres bouleversants.

C'est cet ensemble de choses qui compose la Bibliothèque de nulle part; parce que pour ces initiateurs et initiatrices, les livres sont indissociables de la vie et parce que leur objectif n'est pas de ranger bourgeoisement leurs trouvailles dans une bibliothèque de l'honnête homme, mais plutôt de faire circuler aux quatre vents les écrits les plus libres et les plus susceptibles de bouleverser, en se répandant partout, l'ordre des choses.

La Bibliothèque de nulle part, auparavant itinérante, s'abrite maintenant dans un lieu. Vous pouvez venir emprunter, échanger, des livres, revues, fanzines, vidéos, conversations et grandes et belles émotions à la Bibliothèque de nulle part, 48, chemin de la Nerthe à l'Estaque, 13016 Marseille, le samedi en soirée à partir de 16 heures jusqu'à plus soif.



Samedi 19 mars

Nuit Off à 23 heures

Sur l'inévitable histoire sonore de The Can!

Lundi 21 mars

Le Monde merveilleux du travail de 20 à 21 heures

Aura pour sujet SCOP, État, patron délocalisation et autogestion. Rencontre débat autour de l'expérience des salariés de Lustrucru riz à Arles.

Mardi 22 mars

Le Parisien libertaire de 8 à 9h 30

Dans le cadre de « l'Opération Paris Anti - 2012 », l'émission recevra des membres du collectif anti-JO. Bien des raisons de refuser les JO du fric, de la guerre, des nations et du cynisme.

Idéaux et débats de 18 à 19h 30

Recevra Stéphane Audeguy pour son livre *La théorie des nuages* paru chez Gallimard, et Thierry Vimal pour *7 millimètres* paru aux Éditions de l'Olivier.

Mercredi 23 mars

Femmes libres de 18h 30 à 20h 30

Sera consacrée au site Internet d'informations internationales sur les femmes *Les Pénelopes* (www.penelopes.org).

Lundi 28 mars

Les destinées de l'histoire de 18 à 20 heures

Recevront Eric Dissert pour le roman de Victor Barrucand *Avec le feu* paru aux éditions Phébus qui situe son action au début de l'année 1894, au moment du procès d'Auguste Vaillant.

Le Monde merveilleux du travail de 20 à 21 heures

Aura pour thème le RMI et les moyens mis en oeuvre pour l'insertion. RMI ou AAH, un choix politique. Présentation et extraits du livre d'Alexandre Pages *La pauvreté en milieu rural*.



Groupe Pierre-Kropotkine

Fédération anarchiste

Rencontre-débat

Qu'est-ce que l'anarchisme?

Vendredi 18 mars 2005
20h 30 précises
Table de presse dès 18 heures

Hélène Hernandez
Féministe et anarcho-syndicaliste
de la Fédération anarchiste

Maison des associations LAON
rue du Bourg, près de la Mairie



Vendredi 18 mars

Besançon

Réunion publique organisée par le groupe Proudhon de la FA sur le thème de l'altermondialisme et l'anticapitalisme, avec Michel Barrillon et l'équipe de la revue *Charivari*, au 5, rue Marulaz, à 20h30.

Paris 11^e

Vernissage de l'exposition de collages d'Éric Coulaud, à 18 heures à la librairie Publico, 145, rue Amelot, métros Filles-du-Calvaire, Oberkampf ou République.

Samedi 19 mars

Paris 1^{er}

Terre, justice et liberté. Information et solidarité avec les peuples des Amériques en lutte... Information... Solidarité... Musique... à partir de 14 heures à la Fontaine des Innocents, au métro Les-Halles.

Dijon

Le groupe libertaire dijonnais organise une conférence-débat avec Nicole Maillard. Elle choisit, dès l'École normale, de se former aux techniques Freinet, institutrice en foyer de l'enfance, auteure du livre *Maltraitance sociale à l'enfance*, Grand Prix « Ni Dieu Ni Maître » 2004. En septembre 2004, elle ouvre une école à Chagey (Haute-Saône). Une école primaire pour enfants d'intelligence normale mais qui présentent des difficultés d'apprentissage, psychologiques ou comportementales. Forte de son expérience et de ses perspectives, elle viendra témoigner et débattre à 15h30 à l'Hôtel des Sociétés, salle Joliet, 7, rue du Docteur-Chaussier, à Dijon.

Gand (Belgique)

5^e foire internationale du livre alternatif & libertaire à « De Centrale », Kraankindersstraat 2, de 10 heures à 20 heures. Entrée libre.

Mardi 22 mars

Ivry

Le groupe libertaire d'Ivry (Fédération anarchiste) organise une réunion publique : « La liberté contre l'État ; socialisme libertaire ou socialisme autoritaire ? ». À partir de 20 heures, au Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès (face au moulin), M^o Pierre-Curie ou Porte-d'Ivry. Entrée libre, **bar** et petite restauration sur place.

Samedi 26 mars

Bordeaux

Vernissage d'une expo photos sur la Bulgarie, à 19 heures, à la librairie du Muguet, 7, rue du Muguet.

Samedi 21 mai

Paris 18^e

Rencontres-débats avec Éric Hazan, autour de son livre : *Chroniques de la guerre civile*, à La Rue, 10, rue Robert-Planquette, métro Abbesses ou Blanche.

Nancy

Rencontres libertaires sur la décroissance organisées par AL, Casbah, CNT, FA, Marée Noire et No Pasaran, à la MJC Bazin.

Vendredi 6 mai dès 18h30 :

Battacuda/Fanfare et, sous réserve, théâtre de rue. Puis manifestation festive à pieds, en vélo et en rollers, suivie d'un apéro.

Samedi 7 mai dès 10 heures :

2 ateliers/débats : informatique et consommation
conférence : la décroissance pratique de jeux coopératifs
soirée cabaret à 21 heures : repas et animations (contes, jonglerie, magie, musique...)

Dimanche 8 mai dès 11 heures :

4 ateliers/débats : sciences et techniques, énergies, transport et éducation
concert à 21h.

Montréal (Québec)

6^e salon du livre anarchiste de Montréal de 10 à 18 heures au CEDA, 2515, rue Delisle (à deux pas du métro Lionel Groulx)

Samedi 4 juin

Paris 18^e

Projection du film « Venus Boyz », film suisse de Gabriel Le Baur, traitant du Genre, suivi d'un débat autour du genre et des luttes anarcha-féministes animé par la commission Femmes de la Fédération anarchiste. À La Rue, 10, rue Robert-Planquette, métro Abbesses ou Blanche.





Éric Coulaud, Collage: exposition à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot . Vernissage vendredi 18 mars